

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Paiement des Salaires

dans la législation actuelle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera présenté et soutenu le Samedi 26 Octobre 1912, à 10 heures

PAR

Ernest-Louis ROY

Président : M. TRUCHY.

Suffragants { MM. DESCHAMPS { professeurs.
 { HITIER {

PARIS

IMPRIMERIE BERGER, CHAUSSE ET C^{ie}

20, RUE GEOFFROY-LASNIER, 20

1912

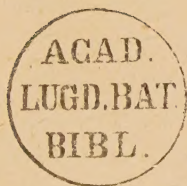
THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

sera présenté et soutenu le Samedi 26 Octobre 1942, à 10 heures

Ernest-Louis ROY



Suffragants { MM. DESCHAMPS } professeurs.
HITIER }

PARIS

IMPRIMERIE BERGER, CHAUSSE ET C^{ie}

20, RUE GEOFFROY-L'ASNIER, 20

1912

Le Paiement des Salaires

dans la législation actuelle

La loi du 7 décembre 1909 a pour objet principal de réprimer la série de procédés par lesquels la rémunération promise peut se trouver diminuée ou reprise partiellement, sous diverses formes, par l'employeur. C'est le truck-system (1).

Il a pour effet de frustrer l'ouvrier d'une partie de son salaire en le payant en nature ? Devant la commission belge du travail de 1886 (2), les formes du payement en nature ont été minutieusement examinées. Il ne s'agit que des formes frauduleuses, car l'agriculture, les mines, certaines aciéries célèbres, les industries qui exercent leurs travaux loin des centres habités et enfin les entreprises dirigées par d'honnêtes patrons, désireux d'aider leurs ouvriers, présentent des applications de régime des sub-

(1) Nous empruntons cette définition à M. Truchy (*Bulletin de la Société d'Etudes législatives* 1906, rapport sur le Contrat de travail, page 444 in-fine).

(2) *Enquête de la Commission du travail belge*, vol. I, p. 267 ; vol. III, p. 122.

ventions, comme dit l'école le Play, qui sont avantageuses à l'ouvrier.

Reste que, payé en argent, l'ouvrier demeure son maître et que le paiement en nature échappe difficilement à la suspicion de frustrer l'ouvrier de son salaire et, en tous cas, à celle de faire peser sur lui une contrainte morale évidente.

Matérielle ou morale, cette contrainte est certaine. Elle est directe, lorsqu'en vertu d'une condition expresse ou tacite, ou sous menace de renvoi, l'ouvrier est dans l'obligation étroite de faire ses achats dans un établissement désigné. Elle est indirecte lorsque, sans qu'il ait été stipulé de l'ouvrier même aucune obligation de s'approvisionner dans tel magasin désigné, il s'est astreint à un mode de paiement lui imposant virtuellement cette nécessité.

La contrainte directe consiste en la tenue d'un économat. La contrainte indirecte réside dans le paiement en bons ou jetons qui n'ont cours que dans certains magasins déterminés, à la dévotion du patron, ou le paiement en marchandises ou en produits qu'il cote plus cher que dans les boutiques d'alentour, ou le paiement par un intermédiaire courtier, son entrepreneur, qui tient un cabaret où il faut consommer bon gré, mal gré. En deux mots, la question des économats et l'étude de la loi du 7 décembre 1909 sont deux aspects indivisibles de la question du truck-system.

Voyons en détail l'historique instructif de notre loi du 7 décembre 1909. Nous parlerons aussi de l'histoire de la loi du 25 mars 1910 qui interdit les économats.

Ce que dit notre loi du 7 décembre 1909 apparaît tout simple. Il est impossible que l'employeur reprenne ou paraisse reprendre partie de la rémunération convenue.

Cela est inadmissible moralement et est contraire à la loyauté et à la dignité du caractère du patron ; cela est inadmissible matériellement, car il s'agit d'assurer les besoins essentiels de l'ouvrier et de sa famille.

Il faut que le salaire soit perçu de façon claire, liquide, à l'abri des surprises. Il faut aussi que la rémunération du travail suive de bien près son accomplissement. Faire attendre le payement, c'est acculer aux expédients du crédit. Cette rémunération est un forfait. Pour un gain actuel et limité l'employé renonce à la chance d'un gain plus considérable et futur.

C'est diminuer le salaire que d'en faire attendre le paiement (1).

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, année 1906, page 448. (Rapport de M. Truchy sur le Contrat de travail).

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

C'est à la date du 13 juillet 1889 que la Chambre des Députés, sur l'initiative de deux députés du même département, mais venus des deux extrémités de l'horizon politique, MM. Lefébvre-Portalès et Basly, du Pas-de-Calais, vota une disposition additionnelle à l'article 1780 du Code Civil : les ouvriers seront payés deux fois par mois, et en bonne monnaie ayant cours légal. La Chambre se sépara peu de jours après. Les ouvriers mineurs du Pas-de-Calais étaient satisfaits de l'activité parlementaire.

Il fallut à cette disposition nouvellement née, vingt-et-un ans complets pour devenir majeure. C'est à la date du 8 juin 1910 que notre loi du 7 décembre 1909 est entrée en exécution. Et pourtant, elle ne dit pas grand'chose d'autre que ce que disait la disposition additionnelle de l'article 1780, introduite en quelques minutes par la Chambre à la faveur d'un accord touchant des extrêmes.

Elle répète en l'article 1^{er} : « Les ouvriers (elle ajoute il est vrai les employés) seront payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal ». Elle précise : « Nonobstant toute stipulation contraire à peine de nullité ». Précision d'ailleurs superflue, nous aurons l'occasion de le voir.

Elle répète encore : « Les salaires des ouvriers (elle exclut les ouvriers agricoles) doivent être payés au moins

deux fois par mois à seize jours au plus d'intervalle : ceux des employés doivent être payés au moins une fois par mois. » Suit une disposition sur le travail aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine.

Cette disposition est fort sage, mais satisfait incomplètement au vœu de la loi : les dates de paiement peuvent être fixées de gré à gré au cas où le paiement par quinzaine est impossible, mais l'ouvrier doit recevoir des à-comptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison.

Dans son article 3 la loi dit que le paiement ne peut être effectué un jour où l'employé a droit au repos soit en vertu de la loi, soit en vertu de la convention.

Il ne peut avoir lieu dans les débits de boisson ou magasins de vente sauf pour les personnes qui y sont occupées. Cette partie nouvelle est assurément très bonne, mais elle est aussi très simple et la cause du retard prolongé dans le vote de la loi ne saurait assurément lui être imputée.

L'article 4 et dernier prévoit les sanctions. Tous ces textes sont maintenant insérés au Code du Travail où ils forment les articles 43, 44, 45 et 104.

Ces exigences simples d'un paiement rapide, clair et liquide, effectué dans des conditions qui ne compromettent pas la moralité du travailleur et n'empiètent pas sur son temps de repos, avaient été, en tout ou partie, satisfaites à l'étranger.

En Angleterre, où le truck-system a fait de grands ravages, il est très rigoureusement réglementé par les truck-act et dès 1887 il est interdit aux patrons : 1° de payer les salaires autrement qu'en monnaie courante sauf dans le cas où il aurait fourni soit le logement,

soit les aliments destinés à être cuits ou mangés dans l'établissement ; 2° d'indiquer à ses ouvriers leurs fournisseurs, de leur vendre des marchandises, de leur faire des avances ou retenues (1).

La loi belge du 16 août complétée par la loi du 11 avril 1896, s'est inspirée des dispositions anglaises. Il est interdit de payer les ouvriers dans les débits de boisson, magasins, boutiques ou locaux attenants. Le paiement doit être effectué à intervalles réguliers et rapprochés ne pouvant dépasser seize jours pour les salaires au temps et un mois pour les salaires aux pièces ou à l'entreprise.

Toute tromperie relative à la détermination du salaire dans le contrat du travail est punie, les délégués du gouvernement à l'inspection du travail ont le droit de contrôler les mesures prévues ou toutes les opérations quelconques ayant pour but de déterminer la quantité ou la qualité de l'ouvrage par lui fourni et de fixer ainsi le montant de son salaire.

Le truck-système est frappé également par la loi dans quatorze *Etats de l'Union américaine*, en *Russie*, en *Allemagne*, en *Suisse*, en *Hongrie*, en *Norvège*, en *Autriche*, en *Luxembourg* (2).

Pourquoi, en France seulement, a-t-on ainsi tardé de la sorte ? Les abus, en ce qui concerne le paiement en bons et en jetons, étaient pourtant dénoncés depuis longtemps. Sans anticiper sur nos explications ultérieures, disons que, dans certaines régions, certains patrons s'entendaient avec des fournisseurs, frappaient une monnaie que ces

(1) Voir *Annuaire de Législation étrangère*, 1897, page 44.

(2) Russie 3 juin 1886, Allemagne 1^{er} juin 1891, Norvège 27 juin 1892, Luxembourg 12 juillet 1895 et 7 août 1906, Hongrie 21 mai 1884, Autriche 8 mars 1885.

fournisseurs attitrés acceptaient en paiement, et payaient leurs ouvriers avec cette monnaie-jeton.

Les malheureux étaient obligés d'accepter cet instrument d'usure et ne pouvaient obtenir monnaie légale ou marchandises qu'après avoir vu prélever sur le taux des salaires, péniblement gagnés, 20, 25 et même 30 % de commission. Voilà pour les jetons.

En ce qui concerne les bons, les débats parlementaires ont révélé que le contre-maître avait souvent en mains des bons imprimés, ainsi libellés :

« Le soussigné demande une avance de X franc de fournitures à telle société (ici le nom d'une société complice), et autorise la Société à la retenir sur le salaire ; il est dû une somme de tant à l'ouvrier ». Suivaient la signature du contre-maître et celle de l'ouvrier.

Le mécanisme est aisé à comprendre : quand l'ouvrier désire de l'argent, il fait remplir le bon ; il ne va pas chercher les fournitures, il vend le bon à un prix dérisoire pour avoir de l'argent. A ces petits Monts-de-Piété privés et usuraires, rien ne manquait, pas même le tronc des reconnaissances, et il s'était établi par places de petites bourses de bons de salaires !

Mais enfin, si les pires abus étaient manifestes, si presque tous les pays, sauf le nôtre, y avaient paré, puisque la Chambre des Députés avait voté la réforme, dès qu'elle avait été mise au courant de ces faits scandaleux, pourquoi le retard prolongé pendant vingt ans au vote définitif de la loi ?

L'économie politique orthodoxe avait-elle des raisons particulières d'invoquer ici les grands principes de non-interventionisme et de se prévaloir de la liberté intangible des conventions ? En aucune façon. Et tout au contraire,

dans le contrat de travail l'ouvrier fait l'avance de son travail au jour le jour la plupart du temps. Il doit donc être payé au jour le jour et il ne réclame que ce dont il a fourni, par avance, la contrevaletur en réclamant un payement qui soit immédiat dans la mesure compatible avec les nécessités de la comptabilité de son patron.

Dans le contrat de travail, ce qu'a stipulé l'ouvrier en contre-échange du travail qu'il fournit, c'est une somme d'argent à moins de conventions contraires. Et le raisonnement de M. Planiol dans les éditions de ses traités antérieurs à notre loi nous semble irréfutable.

« D'autres patrons, dit-il, (édition de 1900 T. 2 N° 1.903), remettent à leurs ouvriers, en guise de monnaie, des bons ou jetons avec lesquels ils s'approvisionnent dans les magasins de la localité, qui passent des traités avec les patrons pour recevoir leurs payements en bons ou jetons. Ce dernier procédé a été toujours illégal. L'ouvrier a le droit d'exiger son salaire en argent. »

Nous pouvons ajouter : dans le contrat synallagmatique de louage de services, le prix n'est pas calculé d'après l'importance du travail, mais d'après le temps, et si l'ouvrier n'a pas la ressource, comme le bailleur d'immeubles de se faire payer par avance, puisqu'il fournit une activité constante et mesurée par le temps, le caractère du contrat lui permet d'exiger payement au fur et à mesure des prestations par lui fournies. Et ainsi, la liberté des conventions veut que l'ouvrier qui fournit sa force de travail, pour gagner l'argent de son existence, reçoive de l'argent de suite pour pouvoir vivre sa vie au jour le jour.

Et la meilleure preuve que ces raisonnements sont justes, c'est que c'est un individualiste tout à fait convaincu et même un peu farouche, M. Jules Roche, et qui a

toujours mené le bon combat orthodoxe, que l'on retrouve au nombre de ceux qui déposent des projets relatifs à la réalisation de notre réforme.

Pourquoi n'est-ce pas son projet qui fut suivi ? Il avait eu la sagesse, en effet, de demander que l'on délimitât avec soin l'objet de la réforme. « Le paiement par quinzaine est une mesure arrêtée dans l'esprit, disait-il ; l'interdiction des bons et jetons s'impose ». Il ne faut pas y mêler la question des éconômats. Sans doute elle est connexe, mais en législation industrielle, toutes les matières sont connexes et comme enchevêtrées les unes dans les autres. Très étroits et très proches les uns des autres sont les intérêts en jeu. Ils s'entretouchent et les répercussions se produisent partout quand on approche d'un peu près l'un des points de la législation. Il n'y a là qu'une conséquence de la solidarité qui unit les uns aux autres dans tous leurs rapports de droit, les ouvriers entre eux et les ouvriers dans leurs rapports avec leurs patrons.

C'est une rigoureuse connexité qui rend particulièrement délicate la réglementation industrielle.

En cette matière plus qu'en toute autre, si l'on ne veut pas tout mêler, il faut sérier et diviser, avec soin, tous les problèmes, les examiner un à un, ce qui ne veut pas dire du tout — et c'est exactement le contraire qui est la vérité — qu'on ne doit pas examiner les liens qui unissent les uns aux autres les diverses parties de la législation. Nous voulons simplement dire qu'il faut prendre une par une les questions à régler.

Comment s'occuper du repos hebdomadaire sans aussitôt réagir sur les questions de durée de travail. Si l'on s'arrête une journée, ne faut-il pas permettre de travail-

ler plus les autres jours, du moins dans certains cas ? Toute l'organisation industrielle et commerciale devrait être connue pour élaborer une bonne loi sur le repos hebdomadaire ; il y a autant de façons de se reposer que de travailler ; et il est des métiers qui ne souffrent pas la moindre interruption, et chacun d'eux demande un régime de repos adapté au genre particulier d'activité qu'il implique. Les questions d'hygiène et de sécurité se posent également. N'est-ce pas le moment où tout se repose à l'atelier ou à l'usine qui est le plus propice au nettoyage et réparations nécessaires ? Il serait oiseux de répéter les exemples.

Nous aurons pour l'étude de notre loi, à montrer quels rapports très étroits l'unissent à d'autres. Mais si pour réglementer un point, la nécessité de connaître tous les autres se manifeste, il est indispensable aussi pour ne pas tout confondre, de ne traiter, à peine de confusionisme, qu'une seule question à la fois. Et c'est bien ce que disait M. Jules Roche, ainsi que nous l'indiquions plus haut. Laissez « la question des éconômats », il ne s'agit que de savoir comment seront payés les ouvriers ; il ne s'agit pas de savoir, si à côté de l'usine, les patrons pourront installer des magasins d'approvisionnement. Si l'éconômat est institué dans le but véritable d'être utile au travailleur, disait encore M. Roche, ceux-ci y verront des avantages et point ne sera besoin de jetons pour qu'ils y aillent. « Si l'éconômat est une maison de commerce douteuse ou mauvaise, la prohibition de payer en jetons, aura du moins cet avantage d'en rendre le trafic moins commode ».

M. Roche parlait en non interventioniste fort avisé. Un interventioniste résolu aurait tenu le même langage, mais

se serait réservé d'ajouter : il y a là une amorce pour l'étude d'une autre question : celle de la suppression des économats, et l'économiste interventionniste aurait reçu des faits une consécration de sa façon de comprendre la question des économats : une loi du 25 mars 1910, moins de quatre mois après le vote de notre loi, supprimait les économats ! Et nous aurons à nous occuper, pour notre part, de cette loi des économats, dans un chapitre spécial. Il est excellent pour le législateur, à notre avis, de préciser et limiter, surtout en cette matière nouvelle de la législation industrielle, l'objet de ses travaux sans perdre de vue l'ensemble. Pour celui qui fait un travail, si modeste qu'il soit sur l'œuvre du législateur, il est bon que l'étude des questions connexes l'aide à comprendre la nécessité de relier, en une vue générale, les diverses questions qui se commandent les unes les autres.

Malheureusement, la méthode de travail de M. Jules Roche ne devait pas être suivie par le Parlement; son projet, non plus que celui de M. Maxime Lecomte du 20 janvier 1890, sensiblement antérieur puisque le projet Roche est du 16 juin 1891, ne fut ni rapporté, ni discuté.

C'est que le 29 mai 1890 un député, M. Ferroul, avait déposé une proposition (1) concernant les règlements d'atelier, soumettant les règlements à l'élaboration de commissions mixtes ouvrières et patronales, supprimant les amendes. Il avait cru devoir y incorporer des dispositions relatives à notre question de payement des salaires.

La Commission de la Chambre des Députés y ajouta des questions relatives aux délais de prévenance, rétablit les amendes en les réglementant. La Chambre supprima

(1) *Journal officiel*, 7 août 1891, annexe 1506, p. 1430. — 15 août 1890, annexe 591, p. 870.

les amendes, mais, nous pouvons dire pêle-mêle, — vota tout le reste en bloc, le 5 novembre 1892. Le Sénat à qui la proposition avait été transmise le 10 novembre la renvoya à une commission. M. Maxime Lecomte, rapporteur, qui avait, comme député, mêlé cette question avec celle des économats, eut comme rapporteur au Sénat à la traiter, confondue avec la question des amendes et des règlements d'ateliers. Il élagua, d'accord avec la commission, le problème des règlements d'atelier, retint la partie amende et paiement des salaires.

Et cette question : « Supprimerá-t-on ou non les amendes ? », va passionner la Chambre et le Sénat, parce qu'elle pose le principe général du caractère autoritaire ou démocratique de l'organisation professionnelle. Le sénateur Béranger, avec bon sens, fit ressortir que la partie intéressante et pratique de la loi était sacrifiée et que le texte la laissait sans sanctions positives.

Peine inutile, et c'est un texte à la fois atteint du vice de complexité puisqu'il brouille les questions qui demandent à être séparées et du vice d'impuissance, puisque c'est une loi sans sanctions ; le Sénat renvoie à la Chambre.

Nous sommes en mai 1894. La question des amendes, que le Sénat a substituée au texte qui lui a été transmis sur les règlements d'ateliers, irrite à nouveau la Chambre, qui supprime le droit pour le patron d'infliger des amendes. Mais, du même coup, elle s'attache solidement à l'étude de la partie de la loi qui nous intéresse, lui donne une sanction pénale sérieuse, étend aux employés le bénéfice de la loi avec les adaptations nécessaires, distingue entre les diverses variétés de contrats de travail.

Le rapporteur Dubief aura permis à la Chambre de faire

œuvre utile et les séances des 6 et 8 décembre 1898 seront des séances fécondes.

Le Sénat laissera longtemps dormir la proposition de loi (onze ans). Un véritable conflit sur cette question éclatera entre la Chambre et le Sénat, et tiendra en suspens la question des amendes et la question du paiement des salaires.

Le Sénat se mettra cependant, de façon utile et sérieuse, à discuter notre sujet et les séances des 23 janvier, 5, 10 février 1909 et 3 mars 1909 conduiront la loi à son point de maturité actuelle.

Il n'y avait aucune raison pour que la Chambre, dont les idées sociales étaient très avancées, ne tranchât encore une fois la question amendes dans un sens contraire à la décision sénatoriale qui les maintenait. Et alors, le jeu parlementaire, étant donné le caractère conservateur que le Sénat entend maintenir à la législation industrielle, serait devenu un jeu sans fin.

Mais comme le Sénat avait mutilé le projet relatif aux règlements d'ateliers qui lui avait été transmis en 1892, la Chambre, pour en finir avec les dispositions relatives au payement des salaires, en même temps d'ailleurs que pour rendre au Sénat sa politesse négative, disjoignit la question des amendes et notre loi lui apparut débarrassée de ses entraves. Il n'y eût plus à la discuter puisqu'elle était, heureusement, prête à entrer dans la voie des réalisations. La Chambre vote la loi. Le Sénat tombe d'accord avec elle sur le même texte le 3 décembre 1909. Et, dégagée de toutes dispositions parasitaires, notre loi, six mois après sa publication le 8 juin 1910 entrait en pleine application.

Le conclusion de cet historique sera double :

1° La pénétration réciproque des domaines des lois successives appelées à exercer, entre elles, des répercussions, exige que ces domaines soient bien délimités

2° Cette délimitation des domaines implique un examen scientifique et mesuré des questions et rien, comme la passion politique, n'est de nature à gêner cette œuvre de délimitation nécessaires. Les intérêts politiques nécessairement s'opposent ; les réalités de la vie nécessairement se concilient. C'est à cette confusion du domaine politique et du domaine économique que notre loi doit de n'avoir pu, pendant si longtemps se faire jour. Il a fallu que la Chambre se montrât, pour une fois, plus sage que le Sénat et qu'elle séparât, par une disjonction énergique, ce qui était du domaine de notre loi de ce qui était du domaine des lois voisines, mais si différentes. Et il nous appartiendra, dans les chapitres suivants, de montrer quelles sont ces lois voisines, comment notre loi a pris le soin de s'isoler de ce qui n'était pas elle-même.

Répons encore que tout classement implique préalablement la connaissance élémentaire des notions à classer et la mise à part de chacune d'elles. Cette sélection, notre loi de 1909 l'a faite et bien faite, et M. le ministre du travail a pu en une formule toute claire préciser, par sa circulaire du 10 mars 1910, adressée aux inspecteurs du travail, l'objet de la loi.

« Il vous incombe de rechercher uniquement de quelle manière le patron se libère de sa dette. Ne vous préoccupez pas de savoir de quelle somme il peut être débiteur envers son ouvrier ».

Mais, tout de même, si le législateur, pour aboutir, a bien fait de ne pas mêler d'autres questions à celles du mode, du temps et du lieu de paiement des salaires,

encore est-il que par son vote il rendrait nécessaire la solution de la question des *économats patronaux*.

Si le patron fait des fournitures à son ouvrier dans des magasins qui sont une prolongation de l'usine, comment empêcher que ce client forcé qu'est l'ouvrier ne soit à la merci de ce fournisseur qui le fait vivre comme patron ?

Il est impossible, à qui s'occupe, dans le but d'arriver à un résultat pratique, des mode, temps et lieu de paiement des salaires, de ne pas se préoccuper aussi de la question des économats.

Nous consacrerons donc un chapitre spécial à la loi du 25 mars 1910 qui les supprime et interdit aux patrons de vendre directement et indirectement à leurs ouvriers et employés quelques denrées et marchandises que ce soit.

Disons un mot de l'historique de cette loi ; M. Basly avait essayé, le 7 mars 1894, à la Chambre des Députés de greffer par voie d'amendement une proposition de suppression des économats à propos d'une discussion sur une proposition qui les exonerait de la patente. Son amendement avait été repoussé.

Mais la loi du 12 janvier 1895, sur la saisie-arrêt des petits salaires et petits traitements, limitait les cas dans lesquels la compensation pouvait s'opérer entre le montant des salaires dus aux ouvriers et les sommes dues par les ouvriers pour fournitures. Elle prohibait pour le tout, la compensation lorsque la créance résulterait de fournitures faites par l'employeur à l'employé pour fournitures alimentaires ou de ménage (article 50 du code du travail).

Seulement, de quelle façon éviter que le patron, au moment de la paye, aussitôt la paye faite, n'oblige moralement l'ouvrier à passer à une autre caisse pour régler ses fournitures, avec l'argent qu'il venait de toucher ?

M. G. Berry le 27 juin 1899, dans l'intérêt du petit commerce, M. Coutant, dans l'intérêt des ouvriers d'industrie, le 20 novembre 1899, déposèrent une proposition de loi relative à la suppression des économats. M. Coutant prit et reprit, à diverses fois, sa proposition. La Commission du travail la discuta en même temps qu'une proposition presque identique de M. Flayelle, M. Zévaès, chargé du rapport, le déposa le 26 mars 1907. Le texte de la commission, après déclaration d'urgence, fut adopté.

Au Sénat, M. Pouille rapporta la proposition. Elle fut adoptée le 27 février 1910 avec quelques modifications. La Chambre vota le 23 mars 1910 le texte du Sénat. Et la nouvelle loi du 20 mars 1910 vint fournir la preuve que la méthode du travail qui consiste à étudier, une par une, les réformes pour que leur étude soit faite avec une vue d'ensemble, n'est pas la plus mauvaise, puisqu'elle permet de faire aboutir, presque simultanément, des dispositions qui se complètent, sont unies du même esprit et sont susceptibles d'être mises provisoirement dans un code de travail provisoire, en attendant qu'une codification d'ensemble vienne modifier, en les unifiant, des dispositions émanées toutes des mêmes tendances, mais qui demandent à être fondues en un tout unique qui en assurera l'harmonie définitive.

CHAPITRE II

DÉLIMITATION DE LA LOI DU 7 DÉCEMBRE 1909 D'AVEC LES LOIS VOISINES.

Nous ne reviendrons pas sur l'absolue nécessité, que nous avons démontrée suffisamment, en notre premier chapitre, d'éviter avant tout, le confusionnisme qui consiste à s'occuper à la fois des règlements d'ateliers, des délais de prévenance et des modes de paiement des salaires, ce que faisait M. Ferroul.

Pour le législateur, il était inopportun de s'occuper de la question des économats en même temps que celle du paiement des salaires, sous prétexte que les économats recevaient souvent en paiement des bons ou jetons ; monnaie avariée du salaire. De même il convient législativement de traiter à part la question du paiement intégral des salaires qui vise les retenues susceptibles d'être faites et met en cause la loi du 12 janvier 1895 relative au montant des retenues, des saisies et des cessions dont le salaire est susceptible, ou bien la question du précompte qui vient tout récemment d'occuper la Cour de cassation à propos de la loi du 15 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes.

L'objet précis de la loi du 7 décembre 1909 a été fort heureusement dégagé, et tous les efforts qu'il a fallu faire pour libérer les dispositions de la loi de l'étreinte malencontreuse des propositions disparates dont elle était entourée, et qui menaçaient de l'étouffer, n'ont pas peu contribué à permettre de lui donner son champ propre d'application. Il a fallu vingt et un ans pour y parvenir, mais la loi est une loi majeure, on a su ce qu'on voulait. Et M. Bovier-Lapierre, avec une clarté saisissante s'est opposé, au cours de la discussion (Chambre, décembre 1898), à ce que M. Guillaïn mêlât les dispositions de la loi du 12 janvier 1895 à celle de notre loi :

« Vous vous occupez du paiement intégral du salaire, disait M. Guillaïn : précisons quelles retenues sont possibles. C'est votre pensée riposta M. Bovier-Lapierre, mais elle n'est pas conforme à notre volonté ; il s'agit non pas du paiement intégral du salaire, mais du mode de paiement des salaires. Si vous voulez modifier la loi du 12 janvier 1895, déposez un projet de loi en ce sens. »

On ne saurait mieux dire et le ministre du Travail n'aura qu'à préciser, dans les applications, un principe aussi clairement déduit. Un inspecteur divisionnaire du travail demandait à la Direction du Travail, si la disposition de la loi du 7 décembre 1909 (art. 1^{er}), n'avait pas pour effet de renforcer, en leur donnant sanction pénale, les dispositions de la loi du 12 janvier 1895, qui ont limité le droit du patron d'opérer la compensation du salaire, dû par lui à ses ouvriers, et des sommes que ceux-ci peuvent lui devoir à leur tour pour fournitures et avances diverses. La Direction du Travail a fait répondre : « Il n'appartient pas aux inspecteurs du travail d'intervenir dans le mode d'établissement du salaire tel qu'il est déterminé

dans le titre 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895. Les difficultés qui pourraient naître entre les employeurs et employés au sujet d'avances ou d'acomptes restent exclusivement du ressort des tribunaux de droit commun régulièrement saisis par les seuls intéressés. Il ne nous appartient pas de rechercher de quelle somme un patron peut être débiteur envers ses ouvriers. Il y a séparation aussi nette que possible entre salaire à fixer et salaire à payer ». Notre loi ne s'occupe que des salaires à payer ; et encore faut-il s'entendre sur la portée de la loi.

L'obligation de payer le salaire en monnaie métallique et ayant cours légal, dit la circulaire du 10 mars 1910, ne saurait avoir pour effet d'interdire la rémunération du travail, par les prestations en nature telles que nourriture, charbon, logement qui sont en usage dans certaines professions. La loi exige seulement (son texte et les travaux préparatoires le prouvent), le paiement en espèces ayant cours légal de la partie du salaire qui, en vertu de la convention ou des usages, a été fixée à une somme d'argent.

Ici nous demandons à faire des réserves.

1^o Il est tout à fait exact que les usages les plus constants dans certaines professions fixent, en tout ou en partie, le salaire en nature. Les ouvriers agricoles sont la plupart du temps nourris. N'allons pas jusqu'à dire qu'il existe alors toujours des rapports de la plus parfaite cordialité entre maîtres et ouvriers. Plus d'intimité n'est pas synonyme de plus d'aménité. Dans tous les cas, un mouvement très vif se dessine, même dans les campagnes, contre cet usage ancien qui augmente beaucoup la dépendance de l'ouvrier.

Et nous ne voudrions pas affirmer que les garçons de

magasin, les petits pâtisseries, ou les garçons épiciers s'applaudissent outre mesure de ne manger ni dormir chez eux. Nous pourrions multiplier les exemples en les empruntant au commerce de l'alimentation, aux employés des grands magasins privés de la vie de famille, aux pratiques du pourboire ou du mode de paiement des chauffeurs et cochers.

Mais enfin les usages sont là, c'est entendu. Et l'esprit de la loi les consacre on n'en saurait douter ; les travaux préparatoires sont formels.

2° Il n'est déjà plus exact, selon nous, de dire que le texte de l'article premier est explicite. Nous avons beau le lire et le relire, il dit tout court que les employés et les ouvriers seront payés en monnaie de métal ou ayant cours légal, il ne fait pas de réserve. Il y a là une précision d'une clause matérielle ; c'est en bonne monnaie ayant cours légal en France, et en aucune autre, que le paiement doit être fait.

3° Il y a plus : le texte dit : toute stipulation contraire est nulle : Alors nous ne comprenons plus très bien ni même du tout la circulaire « Il ne s'agit que de la partie du salaire qui d'après les conventions ou les usages a été fixé à une somme d'argent. »

Il dépendrait donc de la convention de déroger à l'usage quand l'usage fixe le paiement en argent. Que devient donc alors la règle que l'on ne peut, par convention, décider que le paiement aura lieu autrement qu'en argent ? Que les usages soient par tolérance nécessaire respectés, malgré que le texte ne le dise pas, cela se conçoit, et pour l'instant s'impose ; on ne peut bouleverser les habitudes reçues du jour au lendemain. Et une législation industrielle vexatoire serait la pire des législations ;

elle froisserait des relations délicates, doublement délicates parce qu'elles concernent des individus appelés à vivre côte à côte et qui collaborent à une œuvre unique, nécessitant une très étroite collaboration. Qu'on déroge à la règle que l'usage ne peut contrarier une disposition d'ordre public, un ordre public plus essentiel le peut exiger momentanément. Mais qu'en l'absence d'usages bien établis, on ne permette pas d'en créer d'autres que celui-ci, le seul compatible avec l'article premier de la loi. « Tout salaire est payable en argent (1) ».

Il y va, pour dire toute notre pensée, de l'indépendance des parties en cause. Autant il est bon de faire varier le quantum de la rémunération en proportion rigoureuse avec l'effort fourni et de se rapprocher de la formule à travail égal, salaire égal, autant il est bon de dégager les relations entre employeurs et employés de leurs rapports étrangers au contrat de travail lui-même. L'employeur paye le prix dû et laisse libre l'ouvrier de disposer de son salaire, par son travail l'employé doit acquérir la plus entière liberté d'activité économique intellectuelle et morale.

Mais enfin notre loi du 7 décembre 1909 s'est très sagement refusée à changer les usages. Elle empêche de stipuler conventionnellement qu'une partie même du salaire sera payée en nature. Elle respecte les usages contraires reçus. Selon nous, elle n'autoriserait pas à en créer de nouveaux.

Elle se borne de même à régler le *temps*, le *lieu*, le *mode* et s'est refusée à déterminer le jour du paiement du salaire.

(1) Voir note à la page suivante.

Excellentes étaient, à n'en pas douter, les intentions de M. Delahaye quand il proposait de faire effectuer le paiement nécessairement le vendredi. Il y voyait en imagination une foule d'avantages. Un acheminement vers la semaine anglaise lui semblait excellent. L'ouvrier continuant à travailler, après avoir été payé; irait moins au cabaret; la femme aurait son argent pour le marché du samedi et pourrait faire les achats pour le bon entretien de la maison. Dans la pensée de M. Delafaye, le lundi avait toutes chances d'être désormais employé régulièrement à la reprise du travail. Mais les Sénateurs redoutèrent à bon droit, selon que cette mesure ne fit commencer le congé le vendredi soir, sans préjudice par suite de l'entraînement du congé du lundi et même de l'extension du congé du lundi.

C'est un fait constant que l'ouvrier bien entraîné fournit plus vite un meilleur travail et sans plus de fatigue. Allait-on provoquer des à-coups dans le travail et risquer de gêner l'emploi du temps de la semaine d'avantage que maintenant ? La prudence commandait l'abstention. Le Législateur l'a très bien compris et de même qu'il avait respecté les usages anciens en ce qui touche le

(1) A la Société d'Etudes législatives, on a reculé devant la prohibition des salaires en nature, lorsqu'en 1906 on s'est préoccupé de la réglementation du contrat de travail. On a pensé que le danger pour l'employé réside, moins dans la rémunération stipulée en nature, que dans des rémunérations stipulées en numéraires et payées en nature. C'est une façon de voir, mais elle appelle une étude tout autre des textes, aussi l'article 13 du projet de la Société d'Etudes législatives porte : La rémunération du travail peut être stipulée en monnaie ou en nature; si elle est stipulée en monnaie, elle ne pourra être payée en nature. Notre loi du 7 décembre 1909 dit : le paiement devra être fait en monnaie métallique.

mode de paiement, il évite de surenchérir sur les sages dispositions de la loi.

Il semble donc que la loi se suffise à elle-même et qu'elle va pouvoir fonctionner sans se soucier des dispositions voisines.

Ce serait une erreur profonde de le croire. Avoir tout ce qu'il faut pour rester soi-même en vivant parmi les autres n'a rien de commun avec un isolement complet d'avec la vie des autres. L'action de notre loi va au contraire se combiner avec beaucoup de lois industrielles qu'elle rencontrera. Il suffit de parcourir les articles de la loi pour s'en convaincre très vite.

L'article I soulève deux grosses questions de législation industrielle ; la première : qu'entendra-t-on au juste par ouvriers et employés ? La seconde : ces lois industrielles ne sont-elles pas d'ordre public ? car l'article a cru devoir ajouter : « Nonobstant toute stipulation contraire à peine de nullité ».

L'article 2, qui ne s'applique qu'aux ouvriers et employés du commerce et de l'industrie, soulève la question de l'assimilation de tous salariés pour la protection de leurs salaires. Déjà étendue des ouvriers de l'industrie aux employés de commerce, on propose de l'étendre à l'agriculture. Et surtout il établit une différenciation entre les divers modes de rémunération des salaires en distinguant le travail aux pièces, payé selon l'importance du travail fourni, et le travail payé à proportion de sa durée : il le faudra comme nous le pourrions, préciser avec netteté.

L'article 3 concilie notre loi avec les nécessités d'application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

L'article 4 pose le problème des pouvoirs des inspecteurs du travail et met en jeu la question des sanctions et des preuves en matière de législation industrielle.

Bref, comme les notions élémentaires qui constituent les bases essentielles de toute législation ne sont pas encore bien définies dans cette législation en voie de formation qu'est la législation industrielle, et comme ces notions essentielles se reproduisent dans toutes les lois, à raison de la très grande connexité qu'elles ont entre elles, l'étude de notre loi ramenée à trois ou quatre dispositions claires, permettra, malgré toute notre inexpérience, de hasarder quelques considérations dont on excusera la témérité à raison de l'absence presque complète de documentation sur notre sujet.

Ainsi donc, bien qu'isolée pour ainsi dire de tout mélange qui l'obscurcisse la loi du 7 décembre 1909, située comme toutes les lois industrielles en plein milieu d'une législation dont toutes les dispositions s'entretiennent et s'entrecroisent, va permettre l'étude de quelques grands points élémentaires, nécessaires à préciser pour la mieux situer.

Ce n'est d'ailleurs pas tout. Si étroite est l'indépendance entre les diverses lois industrielles successives que les dispositions portées par les unes éclairent l'interprétation des autres, ou même amènent à imposer une modification dans la loi. Quand la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, est venue établir le système de précompte et obliger le patron à prélever sur le salaire, la somme nécessaire à l'application de la loi (du moins lorsque l'ouvrier n'a pas, par son attitude, en déchirant sa carte ou en ne la présentant pas, rendu impossible le prélèvement personnel) quand, disons-

nous, la loi du 5 avril 1910 est venue ériger le patron en collecteur naturel, sinon forcé de la cotisation ouvrière, elle obligeait à abroger l'article 3 de la loi du 27 décembre 1895, sur les caisses de retraites de secours et de prévoyance. Le texte, en effet, prévoyait des retenues sur le salaire des ouvriers dans le but de leur assurer des retraites, et exigeait le versement des sommes ainsi retenues à des caisses soit publiques soit officiellement autorisées et administrativement surveillées. La loi du 5 avril 1910 amenait l'abrogation de cet article et réglementait les conditions dans lesquelles des retenues pouvaient être effectuées sur les salaires.

On pourrait de même montrer combien la loi du 30 mars 1900 en prescrivant la fermeture après dix heures de travail de tous les ateliers dans lesquels se trouvent des mineurs de 18 ans, a aggravé la crise de l'apprentissage. Les patrons se sont décidés à ne plus prendre d'enfants au-dessous de dix-huit ans.

C'est assez montrer par quelques exemples qu'en matière de législation industrielle, tout est étroitement lié. Il faut une vue d'ensemble et par suite une codification qui soit autre chose que la juxtaposition des lois ouvrières et industrielles. Il les faut coordonner en les reliant par une rigoureuse interdépendance.

Et cette vérité, que notre second chapitre a essayé de dégager, n'est que le corollaire de cette autre vérité que notre premier chapitre tentait de mettre en lumière. Il faut dans l'étude de la législation industrielle, plus qu'ailleurs, éviter de mêler les matières. Là plus qu'ailleurs, parce que la matière est plus complexe. Les conditions d'une bonne généralisation nécessitent avant tout une spécialisation de chaque partie du tout. Dans les orga-

nismes simples tout est confondu ; dans les organismes complexes chaque élément composant est nettement séparé des autres.

Tous paraissent se rattacher logiquement et réellement les uns aux autres. Pour bien codifier, il faut, avant de réunir, étudier séparément les textes à rassembler. Il faut les rassembler. C'est ce qu'a fait le Code du Travail dont notre loi forme les articles 43, 44, 45, 46, 104, 105, 106, 107, il faudra aussi modifier et uniformier son texte en tenant compte de leur action et réactions réciproques. Notre loi du 7 décembre 1909, après avoir été longtemps amalgamée à des dispositions qui lui étaient étrangères, s'est séparée d'elles ; elle étudie clairement comment le salaire doit être payé, en parlant du mode, du temps, du lieu de paiement et des personnes que régit la nouvelle réglementation, le tout appuyé sur des sanctions.

CHAPITRE III

MODES DE PAIEMENT

Quand les jurisconsultes définirent la vente ou le louage de choses, ils mirent un soin particulier, lorsqu'il s'agit de préciser les éléments essentiels de la vente, à dire que si le prix ne consiste pas en argent monnayé, le contrat change de nature et s'appelle échange. Dans le louage de choses, quel propriétaire aurait l'idée de se faire payer autre chose qu'une somme d'argent (à part de très rares exceptions)? *Pretium* et *merx* sont éléments essentiels de la vente et du louage. Et tout propriétaire prend même la sage précaution de se faire payer son argent d'avance, au moins pour un terme de loyer, parfois davantage, selon l'importance du bail.

Dans le louage de travail, l'équité la plus élémentaire exigerait qu'il en fut de même à plus forte raison. M. Roche et M. Yves Guyot, au nom de l'économie orthodoxe le reconnaissent formellement. L'ouvrier loue sa force-travail estimée tant. L'employé loue son activité estimée tant. Qu'importe dès lors dans le contrat toute autre considération ? Ils ont droit à toucher de la commune mesure de toutes les valeurs une part qui corres-

pond à la valeur-travail qu'ils ont fournie et rien ne les en doit priver, du moins si le jeu des compensations ne les rend par ailleurs débiteurs de leur patron.

La législation interventionniste (loi du 18 janvier 1895 article 4) eut d'ailleurs pour rôle de modifier le jeu normal de la compensation, d'empêcher le patron d'opérer des retenues sur le salaire, si ce n'est dans les cas strictement déterminés par le texte et qui ne peuvent donner lieu à des abus (fournitures d'outils et de matériaux). Cette question des retenues prouve le souci qu'a le législateur d'assurer le paiement, sans retenues du salaire. Que penser d'un mode particulier de règlement du salaire qui consisté à payer autrement qu'en argent, alors que l'idée ne viendrait à personne de dire que la vente ou le louage de choses ne comptent pas la remise d'une somme d'argent parmi leurs éléments essentiels.

S'agissant de l'ouvrier, comme ses besoins étaient pressants et comme il résistait mal à la tentation, quand il touchait de l'argent, de le dépenser tout de suite, souvent même en dépenses inutiles, la tentation devait venir de conclure avec lui des contrats hybrides. On lui assurait le vivre et le couvert, le logement, et le reste du salaire en argent était minime.

Cette sorte d'emprise sur la personne est encore très fréquente dans la moyenne et la petite culture, et aussi dans les professions qui impliquent un contact répété et comme une collaboration familière des patrons et employés, comme dans le commerce de l'alimentation par exemple. Ou bien encore dans les professions qui nécessitent, bien que s'exerçant envers une clientèle anonyme et d'après une organisation également anonyme, des rapports ininterrompus avec les clients, comme

dans les magasins de nouveautés, même ceux agencés à la moderne, sous une forme « quasi-bureaucratique ». Bref, fréquemment les usages les plus constants établissent une rémunération du travail par des prestations en nature, et ces usages, il est entendu, nous le savons, que notre loi s'est au moins tacitement refusée à les abolir. Reste quand même qu'elle semble bien interdire qu'il s'en établisse de nouveaux. Elle accepte cette convention universelle qu'est l'usage établi. Elle interdit, à peine de nullité, toute stipulation qui tendrait à faire effectuer le paiement autrement qu'en bonnes espèces d'or ou d'argent ayant cours légal en France, ou en bonne monnaie fiduciaire équivalente, comme prennent soin de dire, de temps immémorial, les tabellions dans leurs actes.

En tous cas et cette fois, sans qu'aucune contestation puisse s'élever à cet égard, ce que notre loi défend, et sous des sanctions sévères, nullité, amendes, au besoin dommages-intérêts, nous le verrons plus tard, c'est la continuation du trafic des bons ou jetons que nous avons déjà décrit et que nous ne ferons ici que rappeler d'un mot. Le patron remettait à ses ouvriers en guise de monnaie, des bons ou jetons, il passait des traités avec les fournisseurs chez lesquels les ouvriers s'approvisionnaient ou pouvaient s'approvisionner.

Et alors, de deux choses l'une : ou l'ouvrier trafiquait du bon au porteur ou du jeton, et alors sa misérable petite bourse fonctionnait naturellement à la baisse, ou l'ouvrier s'adressait au fournisseur qu'il payait en jetons qui ne lui seraient remboursés que plus tard par le patron l'approvisionnant en marchandises et même, hélas, en argent ; mais, dans l'un et l'autre cas, dans le dernier surtout, dans quelles déplorables conditions ?

L'expérience l'a surabondamment démontré. Tout ceci sera développé au chapitre spécial des économats.

On nous pardonnera de faire un peu de droit civil, mais le milieu social dans lequel les civilistes travaillent nécessairement ne peut, semble-t-il, que les pousser à considérer le droit comme traduisant en formules des vérités économiques et par conséquent les inciter à regarder de plus près ce qui se passe autour d'eux, et inversement les économistes ne peuvent rien perdre à plier leur esprit d'observation expérimentale et critique, à leur discipline qui les oblige à mieux se définir.

Il nous a semblé, nous le disons très franchement, que le civiliste devant lequel nous nous inclinerons respectueusement donnait une solution bien dure quand il validait, avant la loi du 7 décembre 1909 les traités passés avec les patrons et fournisseurs d'une part et ouvriers de l'autre, et ce, contrairement à la solution généreuse du Tribunal de Paix de Rouen du 22 janvier 1890 (1).

Après avoir expliqué, avec la plus parfaite clarté, le mécanisme que nous savons du paiement par bons au porteur, M. le professeur Hémond dit que cette opération peut parfois être heureuse pour tout le monde. Le patron (cela est d'évidence) garde son argent en caisse et paye sans déboursier de suite. Il y trouve un avantage certain. Le fournisseur qui fait confiance au patron avance des marchandises (supposons qu'il n'avance que cela) et il est tout heureux d'être sûr d'être payé, et en conscience peut prélever une légère commission pour les services qu'il rend. Cette commission, l'ouvrier la paye, c'est entendu, mais elle lui évite la cantine patro-

(1) Sirey, 1905.2.305.

nale et lui donne dans certaines entreprises un crédit qu'il n'aurait pas sans cela. C'est par exemple un ouvrier d'entreprise de construction d'un chemin de fer, d'un canal ; il se déplace au fur et à mesure que le travail se poursuit et cette instabilité l'empêche de trouver du crédit.

Reste à savoir si le bon moyen pour lui de s'en procurer c'est de se constituer banquier à son détriment et de lui rogner un salaire qui ne lui permet pas le crédit le plus élémentaire ou plutôt qui n'atteint pas le minimum nécessaire pour qu'il puisse se nourrir, lui et les siens, en payant au comptant.

Nous savons bien que le cabaret ramène parfois au-dessous du minimum le salaire qui serait sans cela normal. Il n'empêche que de la même façon que les entreprises de constructions, pendant cette période où elles ne font pas encore de bénéfices, sauvegardent le droit de leurs commanditaires en leur assurant un revenu pour vivre, elles ont le devoir d'assurer, à ceux qui vivent pour elle une vie instable et pénible, un salaire pour vivre au lieu de retenir par devers eux leurs fonds, le plus longtemps possible.

Que voulez-vous, dira-t-on, l'ouvrier a signé le bon, il a valablement consenti. On ne peut songer à dire, comme l'avait fait le tribunal de paix de Rouen, que ce consentement a été arraché à la contrainte. Cet argument de sentiment n'a rien de juridique, c'est entendu. Nous n'allons pas davantage discuter la validité des bons au porteur sous seings privés émis par de simples particuliers. Encore moins entrerons-nous dans une discussion sur le point de savoir si, tout au moins, les formalités de l'article 1690 ne devraient pas être remplies, d'autant

que cette discussion nous conduirait avec notre éminent auteur et avec M. Planiol, à conclure que le résultat pratique serait le même à une formalité près.

Il nous semble bien aussi que l'on ne peut pas soutenir qu'il y ait une novation. D'ailleurs, quand bien même nous dirions : il y a autre chose qu'un règlement à l'ouvrier de son salaire, il y a changement dans le contrat, nous établirions bien que le fournisseur n'a pas les sûretés nées du contrat du salaire (nous le pensons notamment du privilège né de l'article 549), mais nous n'arriverions pas à méconnaître la validité de l'opération acceptée et signée par les parties en cause. Et puis, encore une fois, c'est selon nous, son salaire que l'ouvrier reçoit sous une forme différente de la forme précédemment convenue, mais par une convention nouvelle, il a consenti un mode de règlement nouveau et pour lui quand il va toucher un bon à la caisse, c'est bien une avance de salaire qu'il touche. Et dès lors, à son regard, l'opération est bien un mode de règlement de son salaire.

C'est un salaire rogné, mais enfin c'est un salaire qu'il touche. Son intention est d'avoir une avance pour pouvoir vivre avec le prix qu'il se procure et qu'il aura gagné par son travail.

Il touche comme ouvrier percevant son dû ; oui, est-ce que son patron le paye comme exécutant les obligations nées du contrat de travail ? Non, pas au regard du patron ce n'est pas un paiement de salaire qui est effectué. Ce qu'il exécute, c'est un contrat passé avec les fournisseurs, contrat synallagmatique ayant pour objet, de la part du patron, les salaires qu'il paiera aux fournisseurs et ayant pour objet, de la part des fournisseurs, les jetons qui représentent le prix des marchandises. Ce que le patron

remet c'est le prix des marchandises qu'il devra payer aux fournisseurs avec l'argent des salaires. Si bien qu'en réalité ce que reçoit l'ouvrier c'est un salaire sous forme de marchandises. Il y a, de sa part, règlement de la valeur de travail, mais en se plaçant du côté du patron, ce qu'il paye, ce n'est pas le salaire, mais les marchandises incorporées dans le jeton, et qui lui servent à régler dès maintenant les fournisseurs, avec lesquels il a contracté. Le véritable acheteur de la marchandise c'est le patron et ce même bon qui, pour l'ouvrier, représente un salaire, représente pour le patron des marchandises dont il fournit son ouvrier par l'intermédiaire des fournisseurs. On peut donc dire que le patron est acheteur en exécution du contrat passé avec le fournisseur, tandis que l'ouvrier touche une créance née d'un contrat passé avec le patron. Mais s'il en est ainsi, il n'y a pas d'accord sur la cause, l'ouvrier a travaillé avant de recevoir le prix de son effort ; le patron qui a acheté les marchandises incorporées dans le bon au porteur ordonne aux fournisseurs de les livrer à l'ouvrier, à raison de l'engagement qu'il a pris lui-même de payer ce dont l'ouvrier s'approvisionnera. Ces mêmes jetons qui sont prix d'achat pour le patron, sont prix de louage de service pour l'ouvrier. Il nous semble donc, que, quand bien même le motif qui aurait poussé le patron à acheter des jetons ou des bons aurait été louable, c'est-à-dire celui de procurer à son ouvrier le minimum de crédit nécessaire à l'existence de tous les jours le patron sortirait du rôle juridique du contrat de louage, qui est de rémunérer le travail fourni, peut-être même à la rigueur de le rémunérer en marchandises, mais qui n'est pas de rendre l'ouvrier bénéficiaire, si l'on peut dire, d'une opération passée entre le patron et un tiers.

Le louage de services n'est pas une stipulation pour autrui ; or ce que fait le patron, c'est d'attribuer à son ouvrier le produit d'un achat qu'il a fait avec les fournisseurs ; ce qui est pour l'ouvrier l'exécution d'un contrat passé pour lui-même, devient de la part du patron l'exécution d'un autre contrat avec le tiers et dont il rend l'ouvrier tiers bénéficiaire.

Il nous a paru qu'il y avait peut-être, quelque intérêt à nous demander ainsi si dès avant la loi du 7 décembre 1909, l'ouvrier n'était pas en droit strict (les usages contraires réservés) de prétendre d'après l'application des principes du droit commun, à la nullité de la convention par laquelle il consentirait à recevoir des avances en fournitures sous forme de bons ou jetons. Il n'en reste pas moins que notre article premier en édictant formellement la règle du paiement en espèce d'une part, et d'autre part en sanctionnant pénalement les violations apportées à cette règle, a fortifié dans son existence et dans sa forme exécutoire le principe que les salaires devaient toujours être payés en argent. Cette intervention législative était d'autant plus nécessaire que la jurisprudence (1) discutait sur la validité juridique du paiement en bons au porteur ou en jetons.

La discussion que nous venons de faire, montre le rapport étroit, qui existe entre la question des éconômats, que la loi du 25 mars 1910 a supprimés, et la nôtre.

En réalité, avec le système des bons ou jetons, le fournisseur était l'économe du patron en même temps qu'il l'approvisionnait de marchandises, que celui-ci payait

(1) Orléans. Sirey, 1905.2.305.

avec le salaire de ses ouvriers. Avec un bon patron l'économat pouvait être avantageux pour l'ouvrier. A constituer un tiers à la fois économe et fournisseur et se faire complice des trafics possibles, dont l'ouvrier pouvait être victime, on aperçoit difficilement sauf en de très rares occasions, une combinaison avantageuse pour tous.

C'est une chose excellente que l'obligation de payer en argent. Le texte prévoit le règlement en monnaie fiduciaire ayant cours légal. Il ne nous semble pas que le règlement par chèque puisse être considéré comme un équivalent monétaire suffisant, car enfin il se peut qu'il n'y ait pas de provision et on aperçoit mal, pourquoi on contraindrait l'ouvrier à recevoir un paiement qui n'est pas sans lui laisser des risques. Par contre, mandat poste, mandat-carte ou autres procédés postaux donnent à l'ouvrier garantie très suffisamment certaine d'un recouvrement en argent, à sa discrétion.

En résumé, le paiement en argent s'impose. Il ne s'impose à vrai dire que pour la partie du salaire payable en argent. Ce dernier point est délicat. On peut douter de la validité d'une comédie particulière d'après laquelle partie seulement du salaire serait due en argent, alors qu'un usage constant n'a pas établi cette règle. Certains usages comme ceux de régler partiellement en sucre, voire en alcool, sont détestables. Et d'une façon générale tout ce qui soustraira l'ouvrier dans le contrat de travail, aux liens qui assujettissent sa personnalité et le contraindront à recevoir nourriture, logement chez le patron, tendra, selon nous par l'indépendance (mode réciproque des parties en présence) à améliorer, en les rendant plus claires, les relations des patrons et des ouvriers.

Ce n'est pas du tout que nous songions à les isoler les uns des autres, tout au contraire. Mais il nous semble que pour arriver à les rendre participants à la même œuvre faite en collaboration commune, il est avant tout nécessaire de dégager de tous rapports étrangers à la réalisation de l'œuvre économique les individus en présence. Nettement placés en face l'un de l'autre et en face de l'œuvre à faire en commun, ils se grouperont sans arrière-pensée réciproque plus facilement, il faut l'espérer du moins, qu'en les enchevêtrant dans tout un groupe de relations autres que des relations économiques.

En terminant ce troisième chapitre nous sommes ainsi amenés à formuler la même conclusion par laquelle nous terminions les deux chapitres précédents : pour bien pouvoir réunir, en ce même corps, des éléments divers, il faut commencer par les dissocier des éléments étrangers. Il y a même lieu d'ajouter qu'il faut les préserver, d'abord et avant tout, des ferments de luttes intestines qu'ils peuvent contenir. Les éléments en présence, dégagés d'influences étrangères et dépouillés de ce qui pourrait encore embarrasser leur propre rapprochement, se combineront plus aisément.

Que le patron voie sa besogne et l'ouvrier la sienne. Qu'ils soient libres l'un par rapport à l'autre en dehors de la besogne et, nous semble-t-il, ils comprendront mieux que leur besogne est solidaire. Que le patron paye en bonne monnaie un bon salaire, c'est sa façon d'être bon patron, sans plus, croyons-nous.

Que l'ouvrier ou l'employé s'attachent de tout leur pouvoir à la besogne sans plus, et ils feront un bon ouvrier et un bon employé.

CHAPITRE IV

TEMPS DU PAIEMENT

Il est bien certain qu'il y a les avantages pratiques les plus sérieux à payer les ouvriers ou même les employés sans laisser s'accumuler les sommes qui leur sont dues.

A les mettre ainsi, en face de la modicité de leurs ressources de pauvres gens qu'éblouit si facilement la vue d'une somme relativement importante, on les rappelle à la réalité et c'est toujours d'un bon exemple. On leur enlève la tentation de trop dépenser à la fois. On les habitue à se rendre chez les fournisseurs, d'une façon régulière, et on habitue aussi facilement leurs fournisseurs à leur imposer un règlement presque au comptant.

On augmente aussi l'indépendance de l'ouvrier ou de l'employé vis-à-vis du patron. Il n'attend pas comme une manne bienfaisante « une grosse touche » qui vienne remplacer la touche précédente, depuis quelques temps déjà épuisée. Le mouvement de fonds est plus réglé. Aussi bien, pour certains métiers, comme celui de tisserand par exemple, n'est-ce pas même par semaine que le payement devrait obligatoirement s'effectuer. Le tisserand à l'aise très relativement quand il est seul avec une femme, ou

au plus deux enfants, se trouve, quand la femme chargée de famille ne peut plus travailler, dans la plus lamentable situation. Sans charge de famille, il gagnait le double ou à peu près de ce qu'il peut gagner quand la venue d'une petite famille augmente ses frais et empêche sa femme de travailler à l'usine.

Le payement à la semaine était même prévu par l'article 6, dans la proposition Ferroul, votée par la Chambre en 1892, il est réclamé avec insistance par les verriers et les mineurs. Ce sont des métiers où la chaleur du four oblige à beaucoup de dépenses pour reconstituer les forces perdues ou bien où l'originalité caractéristique de l'existence au fond des usines, développe un caractère d'indépendance analogue à celui des marins. Mineurs ou verriers sont maîtres chez eux et n'aiment pas attendre après l'argent des autres.

Les mineurs de Charleroy l'ont montré, en organisant la grève monstre qui devait aboutir à doter la Belgique dès 1887 d'une loi analogue à la nôtre. Les mineurs de Liège tout récemment, par une même grève, ont fait voir comment la question du payement à la semaine leur tenait à cœur. Bref l'ouvrier tient beaucoup à un payement le plus rapproché possible du jour de l'échéance. Et pourquoi le patron se refuserait-il à lui donner cette légère satisfaction?

Ce n'est vraiment pas à l'ouvrier de faire crédit à son patron et celui-ci n'a aucun droit à conserver les sommes qu'il doit après leur échéance. La seule raison qui ait une apparence sérieuse tient à la gêne dans la comptabilité que de fréquents relevés de comptes peuvent occasionner. Il y a temps perdu et augmentation de frais généraux.

Ce sont à des considérations de convenances person-

nelles qu'obéissent les patrons. La lettre ministérielle du 28 novembre 1910 en réponse aux réclamations de certains propriétaires de tissage des Vosges le montre bien. En vertu des tarifs en usage dans leurs établissements, il y avait progression dans les salaires en se basant sur l'ensemble de la production mensuelle. En vertu de ces tarifs, les ouvriers sont payés d'après le nombre total de mètres tissés pendant le mois, le salaire par mètre étant d'autant plus élevé que le nombre de mètres tissés est plus grand. Dès lors, disent les tisseurs, le salaire ne peut être fixé qu'à la fin de chaque mois au moment où l'on connaît la production mensuelle totale et il ne peut être payé que par des acomptes approximatifs à la fin de la première quinzaine.

Il leur est très exactement répondu : la difficulté que présente le paiement à la quinzaine avec les tarifs dont vous nous entretenez provient uniquement de ce que ces tarifs ont été établis à un moment où aucune législation précise ne fixait de périodicité pour les salaires ; les intéressés ont pu librement choisir pour l'établissement de ces tarifs une période supérieure à la quinzaine. Mais la loi du 7 mars 1909 ayant depuis interdit le paiement à plus de 16 jours d'intervalle, il est bien évident que les tarifs dont il s'agit doivent être modifiés. Il y a lieu, en deux mots, d'adapter le mode de règlement des salaires aux exigences de la législation en vigueur, sauf bien entendu les impossibilités dont la loi a d'ailleurs tenu compte de la façon que nous aurons bientôt à exposer et à apprécier.

Que l'article 2 § I de la loi soit d'équité certaine, c'est un point non douteux et pour lequel l'accord est unanime. Mais est-ce que déjà, en droit commun, l'ouvrier n'aurait

pas dû dire : j'ai droit acquis quand j'ai fourni une certaine quantité de travail à être payé sans retard : j'ai droit à avoir le plus tôt possible mon salaire qui échoit au fur et à mesure que je produis. On arriverait ainsi à formuler à l'aide de principes de droit le « *jus suum* » qui revient à chacun et il appartiendrait à la pratique professionnelle d'adapter ce droit commun aux variétés infinies des espèces qu'une même profession comporte, et de réaliser un droit industriel qui prendrait, comme le droit commercial, sa source dans les principes généraux communs à tous les individus vivant en société à un moment donné et qui varierait ensuite ses applications selon les besoins de chaque organisation professionnelle et même, dans chaque organisation des professions, selon les besoins de la variété de la profession qui souvent sont multiples.

Mais enfin le principe général est posé précisément par la loi du 7 décembre 1909 et une exception y est apportée. La loi générale est celle-ci : le payement le plus immédiat possible. Elle fixe pour les ouvriers le délai de quinzaine. Nous avons dit pour certaines professions : huitaine serait mieux. Un mouvement se dessine, en ce sens, dans certaines professions. Il sera bon d'y donner satisfaction, non pas en changeant partout le délai de quinzaine en délai de huitaine, mais en accordant délai de huitaine à celles des professions qui comportent ce règlement. Les intéressés économiquement sont plus compétents que leurs mandataires politiques pour saisir ce qui convient le mieux à leurs professions respectives.

Pour l'employé, les usages sont plus constants, et s'ils sont constants c'est qu'ils n'ont jamais soulevé de protestations ; c'est donc qu'ils sont conformes à l'ordre public professionnel, à la direction générale qu'il convient d'im-

primer à l'organisation de la fonction d'employé. Ces usages déterminent le paiement au mois. Mais à n'être payé qu'au mois l'employé gagne tout au moins un avantage à raison des usages actuels en cas de brusque congédiement, il a droit à son mois d'indemnité. Il faut traiter chacun selon la nature du rôle qu'il joue et selon sa condition économique. L'employé, par son genre d'occupation, est à même d'apprendre ce qu'est la prévoyance et même s'il est employé, c'est qu'un degré de culture un peu plus élevé (supposons-le du moins) le met à même de pratiquer cette demi-virtu qu'est la prévoyance.

Ce qui sépare le mieux, croyons-nous d'accord avec M. Pic et avec la jurisprudence (1) l'ouvrier d'avec l'employé, c'est que l'ouvrier est celui qui œuvre de sa main la matière première, son rôle est manuel. Il applique à la matière une main-d'œuvre dans une opération de transformation, il conduit une machine ou une voiture, il manipule des fardeaux.

L'employé, lui, n'exécute pas de travail mécanique comme l'ouvrier ; son rôle, dégagé aussi d'ailleurs de l'attaché à la personne et à quelque degré de la hiérarchie qu'il se trouve, consiste à seconder le patron dans son commerce. Il est vendeur, il est au bureau, il surveille, il aide son maître, il est à la caisse. Il y a bien, dans le contrat qui le lie, quelque chose du mandat, qui implique confiance personnelle. Et le mode de rémunération n'est pour nous qu'une conséquence du caractère de sa tâche.

La façon dont on paye est la suite de la façon dont on emploie.

(1) Tribunal commerce de la Seine, 9 octobre 1888, Ann. D. commercial, 89.2.97. — Tribunal commerce Seine 9 mars 1889. Annales de D. commercial, 89.2.90.

Cette hiérarchie d'employés ne passe pas à la caisse, aux mêmes jours et heures ni de la même façon que ceux qui, leur travail manuel exécuté, présentent leur carnet de paye. Il semble que, s'attacher au mode de paiement pour dire : c'est un employé, est un peu confondre l'effet et la cause. Mieux vaut dire : son genre d'occupation n'est pas corporel, il prend part à l'exercice de la maison de commerce, il touche à la fin du mois un appointement rémunérateur de la monnaie d'appoint qu'il a apporté à la marche générale de l'entreprise.

Bien entendu, il va sans dire que la ligne de démarcation n'est pas toujours très nette. Il est des contremaîtres qui mettent la main à la besogne matérielle et apprêtent. Nombre mettent en sac, ficellent, font l'étalage, etc... La théorie de l'accessoire permet d'expliquer cette situation, comme elle explique aussi que l'ouvrier qui surveille son manœuvre n'en reste pas moins ouvrier. Il nous semble donc préférable, pour séparer l'ouvrier de l'employé, de nous tenir à la matière corporelle ou incorporelle qu'il travaille.

D'autant mieux que, nous allons le voir, la loi suppose et les faits l'y obligent, qu'il est des ouvriers qui ne sont pas payés à la quinzaine, mais au mois.

La loi remarque qu'à côté du travail payé à la proportion de la durée, il est un travail payé aux pièces. Elle ajoute cette considération : la confection d'une pièce peut durer plus de quinze jours, et elle conclut : les salaires des ouvriers devront être payés intégralement au moins deux fois par mois à seize jours au plus d'intervalle. Il n'est fait d'exception que pour les travaux aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine.

Pour répondre à cette définition il faut que les travaux

soient payés aux pièces, c'est-à-dire d'après un prix fixé pour chaque pièce, ou, ce qui revient au même, d'après un certain nombre de pièces identiques, la pièce restant dans les deux cas l'unité. Il faut, en second lieu, que la pièce, d'après laquelle est calculé le salaire, ne puisse être achevée dans le délai d'une quinzaine. Le salaire est fixé globalement pour l'ensemble des travaux que comporte la confection intégrale de la pièce, il s'ensuit que le montant du salaire ne peut être déterminé exactement qu'une fois la pièce achevée.

Il y a impossibilité de payement à la quinzaine, par suite de la nature technique du travail à accomplir ; exemple : le tissage d'une pièce déterminée dont la fabrication exige plus de 15 jours. Il ne s'agit pas, bien entendu, du cas où la pièce pourrait être achevée en moins d'une quinzaine et le salaire serait alors calculé d'après le nombre de pièces achevées à l'expiration de ladite quinzaine. Et les patrons ne seraient pas, nous l'avons vu, fondés à attendre un mois avant de payer afin d'être à même d'apprécier le rendement mensuel et de faire varier le salaire en fonction du rendement. S'il faut plus de quinze jours pour le faire, la loi est arrêtée dans son application ; s'il y a moins de quinze jours, il n'y a pas d'obstacle à l'application de la loi.

En deux mots, la pièce est l'unité du salaire.

On pourra demander si, en séparant ainsi uniquement le travail aux pièces proprement dit, d'avec le travail où le salaire est au temps et en paraissant les représenter comme une variété d'un même contrat, le louage de services, le législateur a trouvé le meilleur criterium de distinction pour savoir quand il y aura lieu ou non à l'application du payement du salaire de quinzaine.

Est-ce que, comme le pense M. Planiol (1) une distinction entre le contrat d'entreprise et le contrat de louage de services ne pourrait pas ici, comme en beaucoup d'autres matières de législation industrielle, être de quelque utilité et est-ce que le droit civil ne pourrait pas encore nous indiquer un principe dirigeant plus général que celui de la distinction du salaire au temps et du salaire aux pièces ? M. Planiol veut que toute personne qui se charge d'un travail pour un prix calculé d'après la quantité ou la qualité, l'importance par conséquent du travail, soit un entrepreneur. Qu'il soit sous la dépendance peut-être plus servile d'autrui, qu'il ait été chargé comme ouvrier de faire une tâche, l'escalier d'une maison par exemple, qu'il ait déjà pour accomplir sa tâche, sous ses ordres des ouvriers et du matériel, qu'il ait son indépendance personnelle et tire profit de son activité libre en employant du personnel et en achetant des matériaux à lui, qu'il emprunte même à autrui pour remplir ses engagements le capital nécessaire, ou enfin que, sous sa direction, étant propriétaire du sol, exploitant en grand par voie d'appel au public peut-être, les capitaux d'autrui, utilisant une main-d'œuvre importante et pourvu d'un outillage compliqué, il soit vraiment l'entrepreneur moderne au sens plein du mot : toujours, celui qui est rémunéré en raison du travail qu'il fait, joue son rôle dans l'entreprise, depuis le plus modeste travailleur à domicile jusqu'au patron du grand magasin.

Si l'on croyait cette manière de voir exacte, on serait amené à généraliser la distinction du travail au temps et du travail aux pièces, à la trouver trop étroite, à y substi-

(1) *Traité du Droit civil*, tome II.

tuer la distinction du louage de service et de l'entreprise. On dirait alors : tous les ouvriers sont payés à la quinzaine tous les employés au mois, quiconque est chargé d'un travail d'entreprise dont la durée excède la quinzaine ou le mois, selon qu'il sera ouvrier ou employé, sera payé à la fin du travail. Il est fort possible, en effet, qu'un employé soit chargé d'une mission de confiance, qu'un chef de chantier ait à conduire ou à faire exécuter un travail pour un entrepreneur de construction, qui nécessairement dure plus d'un mois. Il semble donc et c'est après tout, du moins d'ici, tout le but de notre observation, que le mot salaire aux pièces ne répond pas d'une façon assez compréhensible à l'opposition à faire avec le salaire au temps et que la distinction des civilistes entre le louage de service et l'entreprise permettrait une meilleure division, quand il s'agit de déterminer l'époque à laquelle le paiement devra être fait (1).

Il est entendu d'ailleurs que même dans l'entreprise, il est possible que l'ouvrier soit payé tant par heure et tant par journée. Dire par exemple à quelqu'un qui pose un hangar, pour le compte d'un patron : vous toucherez tant par heure, c'est le charger d'une entreprise : le hangar à poser. Il y mettra le nombre d'heures nécessaires et touchera un prix qui peut-être ne sera déterminable qu'un mois après. Même situation pour l'artiste engagé pour une saison et payé tant par soirée.

Il demeure entendu encore que c'est au moins une fois par quinzaine que le paiement doit être fait, ou une fois par mois mais que les intéressés sont libres de stipuler un

(1) Cependant, il faut reconnaître qu'en fait le législateur a une tendance à faire rentrer dans le contrat de travail le travail aux pièces.

payement par intervalles plus rapprochés. Certaines industries et même certains commerces emploient très fréquemment pour une ou plusieurs journées des extras.

Mais, par contre, si les employés ou ouvriers le demandaient, ils ne pourraient être payés à intervalles plus éloignés. On ne renonce pas à une protection légale. L'article 2 n'a pas reproduit la prohibition que fait l'article 1^{er} concernant la stipulation contraire au mode de payement voulu par la loi ; mais il est reconnu, et c'est un point que nous croyons utile de discuter maintenant, que la législation industrielle est d'ordre public puisqu'elle tend à équilibrer, dans un but de solidarité sociale, les intérêts privés en présence et que les législateurs, en imprimant à l'exécution du contrat de travail la direction qu'il juge la plus conforme à l'équité, ne doit pas permettre aux intéressés de troubler par des conventions contraires l'équilibre qu'il juge nécessaire à la bonne observation du pacte.

Nous voyons ici et nous retrouverons la question en étudiant les sanctions de la loi, que la conciliation de cette notion d'ordre public avec le respect des usages constants reçus dans l'industrie et dans le commerce est d'ordre plus délicat.

Pour l'instant, constatons que le ministre du travail a très justement répondu aux ouvriers des usines métallurgiques du Nord (lettre ministérielle du 27 septembre 1910) qui demandaient à ce que le salaire leur soit payé au mois. Les dispositions de la loi du 7 décembre 1909 sont d'ordre public et ne comportent aucune exception. Il est, entre parenthèses, assez surprenant que des métallurgistes ouvriers aient demandé à n'être payés qu'au mois, car précisément, tout au cours des débats parle-

mentaires, il a été signalé, à diverses reprises, que les métallurgistes, eux aussi, comme les verriers et les mineurs indépendants et gens de forte consommation, réclamaient la mise à leur disposition le plus rapidement possible des salaires qui leur revenaient.

Disons, pour être complet, que le paiement doit avoir lieu pour les ouvriers au moins deux fois par mois, mais que le délai de seize jours qui est imparti aux patrons pour payer est considéré généralement pour eux comme pour tout débiteur, comme un délai franc : un ouvrier payé le 14 ne pourra l'être à nouveau que le 31.

Ce chapitre nous aura fourni l'occasion de montrer comment, pour arriver à une bonne codification des lois ouvrières, il serait nécessaire, après les avoir étudiées dans leurs dispositions isolées les unes des autres, après les avoir rattachées les unes aux autres, pour dégager les rapports qu'elles ont entre elles et arriver à une vue d'ensemble, de voir comment ce résultat obtenu, il conviendrait de tirer de cet ensemble quelques grandes lignes directrices empruntées au droit civil qui doit demeurer le fond commun de toute législation des intérêts privés.

Ces quelques directions une fois nettement établies par le législateur, il semble qu'il faille alors diversifier le plus possible les dispositions de la législation ouvrière qui doivent se modeler sur la vie économique elle-même dont la trame devient de plus en plus complexe. La classification des professions est aussi riche que n'importe quelle classification d'histoire naturelle, et vouloir imposer une application uniforme à des matières qui comportent des habitudes aussi profondément diverses, c'est s'exposer à mécaniser les activités industrielles, en comprimant le libre cours de leur exercice.

Il nous a semblé que la distinction faite, par un professeur de droit civil, entre l'entreprise et le louage de service pourrait n'être pas sans utilité. En nous demandant à qui s'applique notre loi nous nous efforcerons de montrer que l'étude d'un professeur de droit commercial sur la classification des professions pourrait servir à la coordination plus précise des dispositions de la législation industrielle.

Terminons, avant d'aborder le chapitre des personnes auxquelles la loi s'applique, par une observation qui est commune aux deux chapitres. Le Ministre du Travail paraît considérer que dans une loi qui tend à assurer le paiement des ouvriers et employés, il faut tenir compte, pour savoir qui est ouvrier ou employé ou quelle réglementation il y a lieu d'appliquer selon les cas, de la façon dont s'effectue le paiement. Il nous semble au contraire que ce qu'il faut rechercher avant tout, c'est la nature du travail qui va déterminer le mode de rémunération. Nous avons déjà présenté cette observation ; mais il nous paraissait utile de le répéter en généralisant, avant d'aborder un essai de classification d'après le genre de travail. A chaque genre de travail doit correspondre une organisation appropriée qui respecte la réglementation commune à tout genre de travail, mais qui permette à chaque occupation, à chaque profession, d'avoir son organisation propre. C'est la nature technique de l'emploi qui détermine l'application de chaque loi industrielle. Dans la loi de 1909, le travail manuel se paye à la semaine ou à la quinzaine.

Le travail de l'employé, par ce que suivant l'évolution du commerce, s'appointe par mois. Le louage de service, se paye à l'époque fixe. L'entreprise, quand la tâche est

finie. La profession libérale à la journée, à la soirée, pour une conférence, pour une représentation théâtrale. Il faut voir ce qu'on fait, si l'on veut savoir comment l'on paye et non pas voir comment l'on paye pour savoir ce que l'on fait. Le but de notre loi est de réglementer le payement ; comment arriver à cette réglementation si nous nous basons sur la façon dont il s'effectue pour déterminer la qualité du travailleur auquel il s'applique. Le ministère du travail nous paraît, sur ce point, avoir fait une erreur.

CHAPITRE V

A QUI S'APPLIQUE LA LOI

Notre observation finale va trouver encore sa place ; il faut voir ce que l'on fait, si l'on veut savoir s'il convient de payer de telle façon, à telle époque ou à telle autre.

Et, tout de même, s'agissant des articles 1 et 3 de la loi, de ceux qui disent : On payera en argent et on ne payera pas au cabaret, ni dans les débits de boissons, ces dispositions sont si élémentaires et essentielles qu'on ne craint pas de les appliquer à tout le monde.

Si notre loi s'applique au commerce, à l'industrie, à l'agriculture, elle ne s'applique pas aux fonctionnaires ; ni aux salariés des professions libérales.

Laissons de côté les fonctionnaires ; ils ont une situation à part, on prépare leur statut, leur fonction publique a acquis depuis longtemps une stabilité et offre une grande sécurité qui la place en dehors du statut industriel, auquel même il servait souvent de modèle.

Il en va tout autrement des professions libérales et les salariés des professions libérales, rédacteurs de journaux, professeurs d'écoles libres, précepteurs, secrétaires, bibliothécaires, clercs d'officiers ministériels, se tiennent placés hors de la protection des lois réglementaires. Ils peuvent cependant se constituer en syndicat professionnel. Ils ont des intérêts économiques, comme les autres, s'ils n'ont pas des intérêts commerciaux ou industriels, et la loi d'avril 1910, article premier, les prend sous sa protection au point de vue des retraites.

C'est en effet une règle de bon sens, que quiconque a un intérêt économique à défendre le puisse faire d'une façon effective, que les intérêts économiques communs à toutes les professions soient efficacement protégés par des dispositions d'ordre général et que chaque profession, ou plutôt chaque type de profession, reçoive une législation protectrice appropriée à la nature particulière de l'activité que la profession implique.

Mais comment donc classer entre elles les professions privées puisqu'encore une fois nous laissons de côté le statut des fonctionnaires ?

Le commerce, l'industrie, l'agriculture et les professions libérales concourent ensemble au mouvement qui prend la richesse à l'endroit où elle est produite et la conduit, par transformations successives, au lieu où elle doit être consommée.

Comme le montre M. Gide, si les professions libérales ne créent pas les richesses, elles rendent des services éminents à la production. Les juges civils et commerciaux, que font-ils autre chose que régler de haut le mouvement des affaires civiles et commerciales ? Que fait l'avocat si

ce n'est de tenter d'imprimer (en se conformant à la volonté du client) telle direction sur ce point particulier du mouvement ? L'architecte n'a-t-il pas dans la construction un rôle égal à celui de l'entrepreneur ?

Bref, il existe une très étroite solidarité entre tous ceux qui participent au mouvement qui conduit les richesses, du lieu de leur production à celui de la consommation. Le commerçant se porte comme intermédiaire dans le mouvement de circulation, qui prend comme point de départ le lieu où se trouve contenu le produit à l'état naturel, et qui a pour point d'arrivée le moment où le public sera mis à même de le consommer.

Il a fallu que l'industriel manufacturât la matière première ; il faut que l'entrepreneur de transport fasse circuler tous ces produits pour leur permettre de subir les transformations nécessaires. Il faut, en remontant jusqu'à la source même de la production, que l'agriculteur tire du sol de quoi nourrir, habiller, etc., tout le monde ; que le concessionnaire du sol, lui aussi, en extraie les matières premières nécessaires à l'industrie. Cette industrie qui alimente toutes les autres dont elles dépendent, arrivera toujours la première à un point de perfectionnement plus grand ; elle n'a qu'à s'arrêter, pour paralyser le mouvement ; aussi en prend-elle la tête.

Tout au rebours, l'industrie agricole, qui assure seulement le minimum nécessaire à l'existence, et qui plie au sol celui qui le cultive, vit d'une vie économique plus archaïque et conserve plus longtemps les caractères plus anciens et reproduit plus longtemps les modes primitifs de production. Ce qui ne veut pas dire que, par les Syndicats agricoles, elle ne puisse trouver une organisation

du travail dans un genre aussi parfait. Ce qui veut dire seulement que cette organisation aura des caractères plus traditionnels.

Par le développement de la grande industrie, l'ouvrier, celui de mine notamment, en est venu grâce à l'organisation collective en grands ateliers, rendue elle-même nécessaire par la forme collective de toute l'exploitation, à réclamer par la force du groupement que faciliterait la forme du travail, une réglementation légale du travail, et il l'a obtenue de plus en plus complète.

Dans le commerce, l'employé a la suggestion très souvent des employés d'industrie, a réclamé l'extension de la protection légale. Et sur la réalisation du contrat de travail, sur l'organisation des retraites, des caisses de secours, de prévoyance du repos hebdomadaire, de la juridiction des prud'hommes, des saisies arrêts sur les salaires, de la périodicité des paiements, l'employé a reçu une satisfaction qui s'est le plus souvent appropriée à la nature même du travail qu'il fournit. Il est payé au mois, nous l'avons vu, mais la loi de 1909 s'applique à lui.

Au contraire, les salariés des professions libérales où l'on exploite son propre fonds, sa volonté personnelle, où l'on demeure son maître et où c'est la personnalité propre qui est mise en valeur, ont le triste privilège, nous l'avons vu, d'être exclus de la protection économique dont tous autres bénéficient ou commencent à bénéficier. Et pourtant on commence, nous le savons, à comprendre qu'en ce mode de travail comme en tous autres il est indispensable d'unir les qualités de réalisations matérielle et positive à des qualités de conceptions intellectuelles et sociales.

Et après tout, tel industriel applique son intelligence, autant que quiconque exerce une profession intellectuelle. La main n'est rien si l'esprit ne la guide. Et l'intelligence qui ne tend à réaliser sa conception est du dilettantisme.

Une situation particulière va nous ramener à notre sujet et nous permettre d'expliquer ces quelques idées générales. C'est celle des artistes de théâtre. Ils ont une situation qui dépend du commerce puisque leur directeur est un commerçant, l'article 632 C. com. l'indique. Et pourtant, leur activité est d'ordre personnel au premier chef. Ils tâchent de mettre en vedette leur propre personnalité malgré que plus d'un contrat de travail les assujettisse à une discipline de salariés. Ils ne sont pas, sauf disposition contraire, justiciables de la législation professionnelle des employés et ouvriers. Pour les plus modestes d'entre eux, il est urgent cependant de leur étendre les bénéfices des lois ouvrières. La loi sur le conseil de prud'hommes d'avril 1907 et notre loi du 7 décembre 1909 le font heureusement pour eux, mais ils ne bénéficient pas de l'article 549 du code de commerce, en cas de faillite de leur directeur et Dieu sait si le cas est fréquent, d'une troupe de théâtre mal payée, mal nourrie qui est dispersée parfois en pleine soirée par la faillite de la direction !

Il faudrait donc que notre loi et les quelques autres qui la précèdent servent de modèle à une généralisation qui s'impose et dont le principe est très simple : Quiconque emploie son activité à un poste de service social rend des services économiques et a droit à protection. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas pour les professions libérales par exemple réaliser une adaptation spéciale suivant qu'il s'agit de telle ou telle profession libérale ou de telle ou telle fonction dans la même profession,

On ne traitera pas une modeste actrice de province comme on traiterait Réjane. Et pour le mode de paiement rien n'empêche de l'organiser de gré à gré si l'on admet notre distinction du louage de service et de l'entreprise en général. Rien, réserve faite bien entendu de l'observance des principes généraux essentiels paiement d'argent, périodicité, lieu de paiement, caractère d'ordre public des prescriptions, sanctions à caractère dit pénal.

Notre observation va s'appliquer de façon plus rigoureuse à l'agriculture qui échappe elle aussi à l'emprise des articles 2 et 4 de notre loi, et qui n'est assujettie qu'à la règle du paiement en argent, d'une part, et à l'interdiction du paiement dans les cabarets ou dans les magasins. Etant donné l'état actuel de notre législation industrielle, cette disposition relative à l'agriculture se comprend. L'agriculture en effet a une organisation caractéristique, originale et indépendante. Les ouvriers agricoles qui travaillent dans une ferme font pour ainsi dire partie de la maison. Il est bien vrai que parfois (Voir enquête anglaise de 1890 citée par Lavollée), leurs logements sont infiniment défectueux ; leur lit est à l'étable et M. Mauger se plaignait même à la Chambre que les garçons et les filles de ferme fussent couchés à l'écurie dans une promiscuité fâcheuse. (Séance de la Chambre des Députés, 16 juin 1910).

Il est vrai aussi que, dans les grandes industries agricoles, même dans la très grande culture, un régime qui individualise beaucoup plus l'ouvrier agricole et tend à l'assimiler, dans son indépendance, à l'ouvrier des villes, enlève à l'agriculture cette organisation caractéristique qui reste pourtant encore sa note dominante. Et cela se

conçoit. Nos masses paysannes ont gardé leur attachement au sol ; du moins quand elles n'émigrent pas, attirées vers les villes, elles restent elles-mêmes.

Et pour nous borner à prendre des exemples appropriés à notre matière ; dans beaucoup de fermes, sinon toutes, on nourrit le personnel, même les ouvriers à la journée. En sorte qu'on ne pourrait songer à imposer tout le paiement du salaire en argent.

C'est donc à la partie du salaire en argent que notre loi s'applique toute, et dans beaucoup de campagnes encore, les domestiques de fermes se louent à l'année, le jour dit de louée, où chacun s'offre sur le marché pour toute une année ou tout au moins pour la période de trois mois correspondant aux moissons où le travail de la culture est le plus intense, par celui qu'offre le meilleur prix ou par celui qui a la réputation d'être le maître le moins dur.

Il va de soi que la périodicité d'un mode de louage de ce genre exclut la périodicité d'un mode de paiement par quinzaine, et rien comme des exemples de ce genre ne montre mieux comment il est téméraire d'appliquer la législation industrielle de la même façon pour tout le monde, principe qui trop souvent inspire nos législations. Rien ne nous montre mieux ainsi la grosse importance de la volonté ou plutôt de l'habitude acquise depuis les générations par les intéressés, et comment peut-être la notion d'ordre public en matière de législation industrielle qui est d'ordre économique, d'ordre d'équilibre d'intérêts, plutôt que d'ordre, dans le sens de sécurité matérielle, n'a pas la même étendue qu'en matière de législation ordinaire.

Il faut tenir compte ici, la plupart du temps, des inté-

ressés qui savent mieux que quiconque ce qui leur convient ; il faut sans doute vaincre des résistances mais seulement dans la mesure où l'on n'arrive pas à la persécution.

On ne pourrait songer pour l'instant du moins, à envoyer dans les fermes des inspecteurs de travail, dresser des contraventions. Ils seraient dans les Flandres ou en Bretagne singulièrement accueillis. Il ne faut pas non plus songer à donner à la sanction pénale le caractère répressif qu'elle prend dans la législation de droit commun. Ce n'est pas le côté le moins curieux de la législation industrielle que cette exigence qu'elle comporte, nous le verrons, non seulement une adaptation variée avec les régions et les professions, mais aussi une sanction appropriée à sa nature de législation particulière, qui cherche toujours à concilier deux intérêts contraires.

Ceci dit, avant d'aborder cette question délicate de la sanction il nous faut remarquer que la loi demeure inapplicable aux domestiques et aux gens attachés à la personne.

Il se fait dans les conditions des gens de maison une évolution, elle aussi très curieuse. Ils entendent de moins en moins servir la personne et de plus en plus faire leur service, sans acception de personne, pour ainsi dire. Et toute l'évolution économique, à dire vrai, va dans le sens de leurs prétentions. Les capitaux s'associent de plus en plus sans acception de personne et les associés ne veulent se rencontrer qu'en assemblée d'actionnaires.

Les règlements de compte se font de plus en plus par voie d'effets de commerce qui se liquident sans qu'il soit fait état de considérations personnelles. Les industriels cherchent des débouchés et non des clients, les commer-

çants vendent leur entreprise en s'adressant au public tout entier et non plus à la clientèle fermée de jadis. L'hôtelier moderne a des clients qui sont comparables à des numéros confortablement rangés d'ailleurs.

Le service des gens de maison dans ces hôtels, participe, en quelque sorte, au mouvement mécanique de l'ensemble, à leur personnalité indifférente (Réserve faite des conditions essentielles de l'honnêteté et de la capacité). Il est d'un autre côté beaucoup plus ménagé. On comprend à merveille, pour cette catégorie de gens de maison une réglementation industrielle et commerciale, comme pour les employés et ouvriers. Ils ont une tendance à se dégager de toute modalité dite servile et à réclamer le traitement auquel a droit celui qui rend un service, sans être en service.

Et ce qui rend dans les maisons privées, si difficile et de jour en jour plus difficiles, les rapports entre les maîtres et les domestiques, c'est que, de plus en plus, les domestiques souffrent difficilement l'assujettissement que comporte leur situation.

Ils veulent être domestique de la maison, non pas domestiques du maître, un peu comme les domestiques de ferme prennent une attitude d'ouvriers véritables vis-à-vis de ceux qu'ils appellent dédaigneusement les gens des fermiers.

On peut regretter ou non cet état de choses. Il est très réel et il répond selon nous à ce besoin universel qu'éprouve celui qui loue son service d'abstraire sa personne du service : « Je reste moi-même, payez-moi mon dû ; je fais ma besogne, fournissez moi en argent, en temps et en lieu convenable ce qui représente la valeur de mon travail. »

Pour que la législation industrielle devienne applicable aux gens de maison il faut qu'ils cessent de mouler leur personnalité sur celle du maître et de demeurer à sa discrétion en étant ici logés, nourris, éclairés, chauffés, couchés, habillés, etc., en un mot mis à l'abri de tous les besoins par la famille qu'ils servent.

Et tout de même, il restera toujours que, pour ces gens de maison qui devront demeurer au logis et y prendre leurs repas, vivre d'une vie forcément familière avec leurs maîtres, une adaptation toute spéciale de la législation industrielle sera de rigueur. Pour parvenir à une bonne réglementation, l'accord des intéressés sera que le serviteur de la maison fut un homme de confiance nécessaire, là plus qu'ailleurs. Il faudra ou il faudrait et que le maître renonçât à une mentalité traditionnelle qui fait du domestique un frère inférieur.

Et cette catégorie de salariés est la moins préparée, du moins pour l'instant, à se voir appliquer la législation industrielle, au moins dans son ensemble. Le repos hebdomadaire, la législation des accidents, les retraites ouvrières sont applicables. Cette dernière législation devrait être appliquée mais rencontre des résistances très vives. Il est vrai que les résistances sont assez générales dans toutes les branches de l'activité professionnelle.

En résumé, les salaires des professions libérales, des professions agricoles, des domestiques attachés à la personne échappent à notre loi et pour des raisons toutes différentes.

Les gens de maison y échappent actuellement et pour des raisons difficiles à réduire, pour le moment du moins. Le contrôle social à l'intérieur du foyer domestique, sous sa façon actuelle serait intolérable et même tout contrôle,

sous une forme quelconque, serait pratiquement impossible dans l'état actuel des mœurs.

Les salaires des professions libérales ne sont pas non plus protégés, l'activité de l'homme qui développe sa propre personnalité n'a pas paru susceptible d'être assujettie à réglementation. Sur ce point, une conception plus moderne de la profession libérale nous a paru plus possible et plus souhaitable. Chacun se sert de son corps et de son esprit pour satisfaire à ses besoins économiques.

Les professions agricoles ne sont assujetties que partiellement à la loi ; elle pourrait être généralisée à la condition d'être adaptée aux besoins particuliers de l'agriculture.

Les ouvriers ou employés de ceux qui, commerçants ou industriels ou entrepreneurs de transport, assurent par leur entremise la production et la circulation des richesses du lieu de production au lieu de consommation sont pleinement assujettis à la loi.

Enfin les fonctionnaires touchent régulièrement et mensuellement leurs appointements en fin de mois aussitôt leur travail fourni et ont, de tout temps pu servir de modèle aux prescriptions législatives prises en 1909 et qui seront la pure et simple application, dans un avenir plus ou moins éloigné, de ce principe que celui qui a servi, par son activité, l'activité économique générale, en même temps que celle de son patron, a droit acquis à être payé sans retard et en monnaie non équivoque.

Avant d'étudier les sanctions de la loi du 7 décembre 1909 il nous faut dire quelques mots du lieu dans lequel le paiement doit être effectué.

Toutefois, avant d'aborder ces deux nouvelles parties de notre exposé, faisons une observation qui n'est pas

vraiment à l'honneur de l'Etat industriel ou commerçant. Il n'applique vraiment pas toujours dans leur lettre ou dans leur esprit scrupuleusement les dispositions industrielles qu'il impose aux autres.

Voici un petit fait relaté par la presse et qui dans un ordre d'idées voisin des nôtres offre quelque intérêt : au parc de Compiègne les ouvriers avaient reçu l'ordre du sous-architecte de revêtir une blouse pour se présenter à la payé. Ils obéissaient et se rendaient dans le costume prescrit pour toucher en ville à l'agence des bâtiments nationaux. L'architecte en chef les dispensa de tenue. Le sous-architecte refusa net de les payer. Fort heureusement, un ordre supérieur est venu permettre à ce fonctionnaire d'appliquer plus intelligemment le règlement.

Voici un fait plus grave et d'ailleurs vigoureusement critiqué par l'administration elle-même. Le Procureur général de Besançon signale que des industriels payaient, depuis la loi, leurs ouvriers avec des jetons. Et un inspecteur départemental répond : du moment que le premier et le quinze de chaque mois tout ouvrier se présentant au bureau, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers acceptant, touche les bons qu'il a demandés quotidiennement durant la quinzaine écoulée et qui atteignent à un franc près le montant réel du salaire et, assuré de pouvoir les échanger contre de la monnaie, il me semble que la loi reçoit satisfaction. Cette réponse paraît incroyable. C'est surtout dans l'hypothèse des acomptes que l'on a constaté les inconvénients du payement en bons de jetons.

Il y a plus : le Procureur Général avait appris que les commerçants faisaient subir une retenue de 0 fr. 10 pour cent et plus parfois sur chaque bon de deux francs remis à leur caisse.

Il est évidemment à souhaiter que ceux qui sont chargés de veiller à l'application de notre loi, soient un peu plus au courant de son esprit. Et c'est à bon droit que M. le ministre du Travail par une lettre du 5 décembre 1910 adressée à l'inspection divisionnaire, recommande en des termes empreints d'une juste sévérité, d'aviser l'inspecteur en lui communiquant les observations du ministère, à se concerter sans retard avec le parquet pour le cas où les faits signalés par M. le Procureur Général persisteraient (1).

(1) *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1910, p. 232.

CHAPITRE VI

LIEU DE PAIEMENT. — JOUR DE PAIEMENT

On se rappelle que M. Delahaye avait voulu que le paiement des salaires se fasse un vendredi. Nous voilà à même pour comprendre le caractère peu pratique de sa proposition.

Il faut laisser à la réglementation industrielle plus de souplesse d'adaptation aux cas particuliers. Sous prétexte d'amorcer, comme disait l'auteur, l'application de la semaine anglaise, fallait-il se comporter comme si elle existait déjà, et risquer d'arrêter net le travail de la semaine en cours ?

Avant d'adopter la semaine anglaise, ce qui n'impliquerait pas le paiement le vendredi mais plutôt le samedi avant de quitter le travail, il faut étudier minutieusement, si et dans quelles conditions elle est susceptible de fonctionner dans un pays où les loisirs du dimanche sont employés de toute autre façon qu'en Angleterre et où le tempérament naturel ne porte guère à reprendre le travail avec d'autant plus de régularité qu'on l'a depuis longtemps abandonné.

Si la législation industrielle doit s'adapter aux situations diverses, l'adaptation au tempérament n'est pas moins indispensable et en pareille matière, les solutions sentimentales doivent être rigoureusement rejetées.

Mais ce qui, par contre, s'impose, c'est de ne pas prendre sur le temps imposé par la loi ou réglé par la convention des parties, pour effectuer la paye. S'il est une loi qui doit se concilier avec celle qui fixe le repos hebdomadaire, c'est celle qui concerne le temps de la paye, puisque c'est la paye qui va permettre aux ouvriers d'employer le temps au repos, aux achats nécessaires, au ménage et aussi aux légitimes distractions que le repos va permettre.

L'article 3 de la loi 1909 décide donc sagement que la paye ne pourra être faite le jour du repos légal ou conventionnel (1).

La deuxième partie de l'article n'appelle guère de plus longues observations. Il est même triste de penser qu'il a fallu une loi pour défendre aux patrons de payer chez les marchands de vins, ou à la campagne dans les cabarets. L'alcoolisme est un fléau tel que l'idée ne devrait même pas venir à un patron de payer ses ouvriers dans un débit d'alcool.

C'est une excitation au développement d'un vice qui ruine la santé des individus et vide la bourse de la famille. Il est vrai que certains patrons payaient en alcool et ce n'est pas là le moins déplorable du privilège des bouilleurs de crus. Bouilleurs du Midi et débitants de l'Est et du Nord, s'ingéniaient à développer l'alcoolisme. Ce n'est que trop l'habitude de ces privilégiés vis-à-vis desquels on est d'une indulgence excessive, à notre avis, et dont il convient de ne pas trop approfondir les raisons.

(1) Comme le dit M. Truchy dans son rapport à la Société d'Études législatives (*Bulletin* 1906, p. 446), le paiement fait un jour de repos expose l'employé aux tentations de dépense, que l'oisiveté crée.

La loi nous indique où l'on ne doit pas payer. Elle permet le paiement partout ailleurs, magasins, ateliers, bureau, usine, maison du patron, dépendances, etc. Il est même dans certaines professions d'usage de payer au domicile de l'ouvrier.

Les tisseurs de Lyon sont payés chez eux par les employés du fabricant qui vont reconnaître l'ouvrage fait à domicile.

CHAPITRE VII

LES ÉCONOMATS

Le premier projet de loi qui ait concerné les économats est celui du 27 juin 1899, dû à M. Georges Berry, visant principalement les intérêts du petit commerce auquel les économats faisaient une concurrence fort active, par endroits.

Les projets ultérieurs n'ont envisagé que la protection des salaires des ouvriers et la loi actuelle du 25 mars 1910 se range très nettement à cette idée, il suffit pour s'en convaincre de se reporter à son titre même qui est ainsi conçu : « La loi supprimant les économats et interdisant aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit. »

C'est ainsi que notre loi du 25 mars 1910 rentre indiscutablement dans notre sujet, car elle touche le mode de paiement des salaires. Il nous faut donc entrer dans quelques détails pour bien caractériser ce que la loi considère comme économats et comment elle entend protéger les salaires des ouvriers et employés en supprimant les économats.

Tout d'abord, il convient de s'entendre nettement sur ce que l'on peut appeler économats. A ce sujet nous trouvons dans les travaux préparatoires de notre loi une définition qui a une véritable valeur légale.

En effet, d'après la déclaration des rapporteurs à la Chambre et au Sénat, l'économat est un magasin ou un établissement dans lequel le patron vend directement ou indirectement, par lui-même ou ses préposés, à ses ouvriers ou employés ou à leur famille des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit.

Et M. Zévaès a déclaré à la Chambre le 4 juin 1907 qu'on devait entendre par économats les magasins annexés à un établissement du patron, fournissant à crédit aux ouvriers et employés de cette entreprise les objets, marchandises, et denrées nécessaires à leur entretien, le paiement se faisant à l'aide de retenue sur les salaires.

Si l'on veut condenser en quelques mots cette définition on pourrait emprunter ces paroles prononcées au nom du ministre du Travail dans la première discussion à la Chambre des députés.

« Les économats sont des magasins de vente, créés et administrés par les employeurs à l'usage de leurs ouvriers et employés ».

Nous pouvons maintenant prendre connaissance des termes même par lesquels le législateur de 1910 a prohibé les économats.

L'article premier de la loi du 25 mars 1910, lequel forme actuellement l'article 75 du Code de travail, s'exprime ainsi :

« Il est interdit à tout employeur : 1° d'annexer à son établissement un économat où il vende, directement ou indirectement à ses ouvriers ou employés ou à leur famille, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit ;

« 2° D'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation

de dépenser leur salaire, en totalité ou en partie, dans des magasins indiqués par lui.

« Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra en outre un salaire déterminé en argent, ou si pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures à prix coûtant ».

Ainsi qu'on le voit, ce texte de l'article 75 du Code de Travail se présente à nous sous la forme d'une règle et d'une exception.

Il conviendrait même de dire qu'il existe dans la loi deux exceptions, car ainsi que nous le verrons plus tard, l'article 3 de la loi du 25 mars 1910 (art. 77 du code du travail) laisse subsister, sous certaines conditions à examiner, les économats des réseaux de chemin de fer qui sont placés sous le contrôle de l'Etat.

D'ailleurs il n'est pas absolument certain que cette exception concernant les chemins de fer, soit destinée à demeurer bien longtemps, car si les économats ordinaires doivent disparaître totalement dans un délai de deux ans, à dater du 25 mars 1910, les économats des chemins de fer se trouvent eux-mêmes menacés en ce sens qu'un referendum auquel le ministre des Travaux publics doit procéder tous les cinq ans auprès du personnel des chemineaux peut amener la mort des économats des chemins de fer que le législateur épargne pour le moment.

D'autre part, si ce premier referendum était favorable, un nouveau doit avoir lieu à l'expiration des cinq ans, en sorte que l'exception légale de l'article 77 du code de travail nous paraît singulièrement précaire, en tout cas toujours menacée.

Pourquoi donc les économats subissent-ils dans l'esprit

du législateur cette crise actuelle qui risque de faire que ces institutions patronales ne soient bientôt plus qu'un souvenir plus ou moins fâcheux ? C'est que les économats présentent de très multiples inconvénients.

Au chapitre III dans lequel nous avons développé le mode de paiement des salaires, nous avons tracé, d'un mot le rapport étroit qui existe entre cette question et celle des économats. A vrai dire, l'économat constitue une indiscutable emprise sur la liberté et la dignité de l'ouvrier en ce sens que celui-ci peut ne pas pouvoir disposer de son salaire à sa guise puisque, par le jeu des économats, il est appelé à voir s'opérer même contre son gré, toutes sortes de retenues et de compensations. Comme le dit M. le professeur Truchy, dans son rapport et au cours de la discussion qui eut lieu sur le contrat de travail à la société d'études législatives, en décembre 1906 : « Les retenues arrivent vite à réduire le salaire au-dessous du minimum alimentaire ».

C'est toujours la même question qui est en œuvre. Il s'agit d'assurer à l'ouvrier la possession intégrale de tout son salaire ; c'est qu'en réalité quelque minime qu'il soit, son salaire lui est indispensable pour vivre. Le versement intégral qui est fait entre ses mains, est de nature à assurer, non seulement sa subsistance mais encore son indépendance et sa dignité.

Lorsqu'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi qui supprime les économats et lorsqu'on lit notamment le rapport présenté par M. Zévaès à la Chambre, et Poulle au Sénat, on est frappé des protestations que cette institution a suscitées dans le milieu ouvrier.

Ces organisations purement patronales que sont les économats ne sont guère apparues en France qu'aux envi-

rons de 1850, mais ils ont vite pris une extension considérable.

Sans doute, ici comme dans toute autre institution, il y a du bon et du mauvais, il y a de bons et de mauvais éconômats, comme il y a de bons et de mauvais patrons. Si à l'Exposition internationale de 1867 fut donnée une récompense aux éconômats patronaux de Guebwiller (filature de coton), à l'Exposition de 1889, le rapporteur du groupe consacré à l'étude de l'économie sociale, M. Cheysson a déjà fait observer que cette institution des éconômats à dégénéré en abus.

Et ce thème déjà traité fréquemment par les revendications ouvrières, il y a quelques années, est devenu banal. Pour ceux qui veulent assurer à l'ouvrier la garantie économique d'indépendance et qui vise l'émancipation du travailleur, il est évident que les éconômats vont apparaître comme un moyen d'oppression. Aussi, ces institutions ont-elles été l'objet de vifs conflits, voire de grèves.

Et si l'institution était acceptable en son principe, il est indiscutable que ses abus l'ont tuée.

Au cours de l'enquête qui a précédé les débats parlementaires sur les éconômats, on n'a pas manqué de signaler que, bien souvent, l'employeur faisait beaucoup plus de bénéfices, grâce à ses éconômats, que par l'industrie ou le commerce qu'il exploitait. Cependant l'éconômât n'apparaissait que come une annexe, où l'on précédait par voie de comptes ouverts à chaque ouvrier, comptes régés périodiquement au moyen de retenues sur les salaires. Le patron avait donc deux commerces : son industrie et l'établissement de consommation dit éconômât.

Bien souvent l'industrie ou le commerce n'apparaissait que comme un voile derrière lequel s'abritaient les abus et

les excès des éconômats. Ces établissements de consommation prospéraient facilement puisqu'ils avaient d'abord un personnel assuré en quelque sorte obligatoire des clients : les ouvriers, et que d'autre part le paiement par retenues de ces objets de consommation garantissait le règlement intégral des fournitures. Rien que du bénéfice, pas de déchets, aucune perte sur les recouvrements puisque paiement comptant, on devrait même dire anticipé.

D'autre part on n'a pas manqué de faire remarquer que les objets vendus par les éconômats, étaient loin d'être meilleur marché, que chez les autres fournisseurs. Le cours était souvent majoré, ou alors, si le prix était semblable, c'était souvent au détriment de la qualité. Pourquoi se gêner, en effet, à l'égard d'un consommateur obligatoire qui est tenu de choisir entre la perte de sa place ou les consommations offertes à l'économat ?

En effet, il est certain que si l'ouvrier n'était pas matériellement obligé de se fournir à l'économat patronal, il y était condamné moralement ; l'ouvrier qui ne s'approvisionnait pas chez son patron ne restait pas longtemps en place. L'économat assujettissait fortement les ouvriers, que le patron tenait en main, sans que ceux-ci puissent lutter à armes égales dans le conflit économique.

Dans certaines industries où le travail était aux pièces notamment chez les tisseurs on réservait à l'ouvrier qui n'achetait pas à l'économat le travail le moins avantageux, en sorte que d'une façon indirecte le patron exerçait une pression sur ses ouvriers. D'autre part aussitôt qu'une baisse de travail se produisait, ceux qui ne se servaient pas de l'économat étaient les premières victimes du chômage.

Il y avait même un truc classique ; c'était lorsque l'ou-

vrier était nouveau de le laisser s'endetter quelque peu et on y parvenait en le poussant à la consommation ; puis étant ainsi pris dans l'engrenage, il n'y avait plus de chances qu'il puisse échapper à l'oppression patronale, il ne lui restait jamais suffisamment d'argent liquide pour lui permettre de se déplacer.

On a dénoncé cet autre abus, c'est que le montant des fournitures avait une tendance singulière à s'équivaloir assez exactement au salaire, en sorte que l'ouvrier, à la fin du mois, ne touchait rien ou presque. On ne se gênait même pas pour imposer aux ouvriers la consommation obligatoire à l'économat ou à la cantine patronale en ne leur donnant, pour leur déjeuner, qu'un temps trop minime.

Parmi les marchandises trafiquées par les économats, l'alcool figurait en bon rang, de l'aveu même de certaines organisations patronales, notamment le Syndicat cotonnier de l'Est lors de l'enquête faite en 1907 par l'office du travail déclare que la vente de l'alcool ou boissons alcooliques devrait être interdite dans les économats (1).

Enfin, et c'est encore un vice des économats, lorsqu'il parvenait à endetter le travailleur d'une usine ou d'un atelier, le patron n'avait aucun scrupule à appliquer des réductions de salaires, sachant bien que l'accumulation de leur dette ne leur permettrait ni de tenter de s'affranchir, ni d'organiser une grève efficace.

Il est encore intéressant de démontrer comment les économats s'attachent à pratiquer la vente à crédit. L'ouvrier qui avait un compte chez son employeur, ne payait pas, au moment où il les emportait, les fournitures dont il

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, nov. 1909, p. 1205.

avait besoin pour son ménage puisque c'est par la retenue sur les salaires que s'opérait le paiement. Ne réglant pas au comptant, il était fatalement amené à ne plus modérer ses emplettes sur ses ressources et se laissait facilement entraîner à des acquisitions excessives. Au jour de la paie, il n'avait à toucher, à la caisse du patron qu'une somme insuffisante pour parer aux dépenses ultérieures. Il devait donc reprendre le chemin de l'économet et le régime du crédit, si fâcheux pour l'indépendance ouvrière, se trouve la conséquence fatale des économats. Aussi M. le sénateur Ranc pouvait-il avec quelque apparence de raison s'écrier dans un article paru au journal *La Petite République Française* : « Je n'aime pas les mots déclamatoires, mais je suis bien obligé de reconnaître que l'organisation en apparence coopérative, mise en œuvre par les Compagnies minières, serait purement et simplement l'organisation du servage. Il est temps que les pouvoirs publics avisent. »

D'ailleurs le seul fait d'avoir pour fournisseur quelqu'un dont il dépendait, l'ouvrier ne pouvait qu'être lésé.

Les syndicats patronaux lors de l'enquête de 1907 tentèrent bien de démontrer que cette organisation était souvent favorable et avantageuse pour le salarié, tant au point de vue de la facilité de l'approvisionnement qu'à cause du bas prix, résultat d'achats en gros faits par le patron qui se contenterait selon eux d'un faible bénéfice ; mais les faits et les nombreuses réponses des organisations ouvrières démontrèrent que ces prétendus avantages n'existaient que par exception (1).

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, nov. 1909, p. 1205.

Ainsi qu'on le voit, l'institution des économats apparaissait comme constituant une véritable exploitation du travail lorsqu'elle a été supprimée le 25 mars 1910. Il s'est élevé à peine quelques voix pour la défendre, et elle a succombé tant par elle-même, par ses inconvénients propres, que comme une conséquence des principes qu'avait antérieurement posés notre loi du 7 décembre 1909 concernant le mode de règlement du paiement des salaires.

Ceci dit, entrons, sans plus tarder, dans l'examen des dispositions contenues dans la loi du 25 mars 1910 et qui forme actuellement les articles 75 à 77 du code du travail.

Le législateur commence d'abord par interdire sous des sanctions que nous examinerons ultérieurement, les économats directs ou indirects. Que l'économat se présente donc ouvertement sous cette forme ou qu'il revête tel déguisement que l'on voudra la prohibition légale frappe également. Dans sa circulaire du 10 septembre 1910, adressée aux inspecteurs divisionnaires du Travail, le ministre du travail s'est attaché à décrire quelques-uns des déguisements que pouvaient prendre les économats, il peut arriver fatalement que l'examen approfondi des faits permette de découvrir, parfois, même sous l'apparence de sociétés coopératives de véritables économats.

L'économat est un magasin destiné au personnel d'un établissement ou d'une entreprise et y annexé.

Il s'ensuit donc, dit la circulaire dont il s'agit, que le simple fait par un employeur de vendre à son personnel des produits qu'il vend couramment à tous, qui font l'objet de son négoce ne constitue pas un économat.

Un magasin de confection n'est pas un économat parce qu'il vend des vêtements à ses employés. Il en est de

même de l'agriculteur qui vend à ses ouvriers les produits de sa ferme, ou d'une société minière qui vend du charbon à ses ouvriers. Ces diverses pratiques ne constituent pas, en effet, des faits d'économats et par suite ne sont pas interdits pourvu cependant que l'employeur n'oblige pas d'une façon directe ou indirecte son ouvrier et employé à s'approvisionner dans son établissement. Par contre, dit la même circulaire, un magasin de vêtements ou de denrées créé et administré par un employeur pour les besoins de son personnel, ne perdrait pas son caractère d'économat pour le seul fait qu'il serait accessoirement ouvert au public. Ce serait un moyen trop simple de tourner la loi. Comme dans le cas précédent, c'est le caractère principal du magasin qu'il faut rechercher et apprécier de bonne foi.

Quant aux combinaisons diverses sous lesquelles se dissimule un économat, il semble bien que tombent sous le coup de la loi, comme vente indirecte, tous les cas où le magasin est possédé et dirigé par une personne se trouvant, vis-à-vis du propriétaire de l'établissement principal, dans un état de dépendance assez étroite pour qu'il y ait une sérieuse présomption d'interposition de personnes. Un magasin tenu par la femme ou les enfants du propriétaire de l'établissement principal et présentant d'autre part le caractère général que nous avons défini, devra être présumé économat.

De même, lorsque le magasin est tenu par un préposé ou un employé du patron. Et voici ce que disait à ce propos M. Zévaès, dans son rapport du 10 mars 1910 à la Chambre : « Le patron ne saurait vendre par lui-même ; il ne saurait non plus faire vendre par sa femme, par ses enfants ou ses employés ».

Même langage dans le rapport de M. Poulle, au Sénat :
« Qu'il vende par lui-même, par sa femme, par ses enfants, par des employés sur lesquels il a autorité, l'interdiction est la même pour l'employeur puisqu'il est interdit de vendre directement ou indirectement. »

D'ailleurs l'existence des économats sous forme directe ou indirecte suppose comme dit encore la circulaire du 10 septembre 1910 la vente des marchandises non seulement organisée pour le personnel de l'entreprise, mais une organisation régulière et commerciale de ces ventes.

Voici par exemple un industriel qui s'est procuré une grande quantité de charbons, de matières premières pour sa consommation ; à prix coûtant il en cède une partie à ceux de ses employés qui le désirent et le demandent ; ce n'est pas un économat. Toutefois, par crainte toujours des économats déguisés, le ministre du Travail recommande aux inspecteurs divisionnaires du travail de bien veiller sur les faits de cette nature ; il ne saurait s'agir de produits spécialement achetés pour la vente, mais de produits achetés en gros pour l'exercice même de l'industrie et cédés accessoirement au personnel.

On n'a pas été sans remarquer, tant à la lecture du texte même de la loi qu'à celle des travaux préparatoires, que, pour le législateur de 1910 l'existence d'un économat ne suppose pas nécessairement la vente à crédit ni les retenues sur les salaires.

L'observation mérite d'autant plus d'être faite que certains auteurs caractérisaient essentiellement l'économat par ces deux faits. Lors de la discussion qui eut lieu à la Chambre des Députés le 4 juin 1907, un député demanda s'il était nécessaire, pour qu'il y ait économat prohibé, que l'on vendît en s'assurant le paiement à l'aide de rete-

nues sur les salaires. Le rapporteur, M. Zévaès répondit que la question de retenues sur les salaires était sans influence pour caractériser l'économat au sens juridique et légal du mot. Il suffisait pour qu'il y ait économat que l'employeur ou ses préposés vendent directement ou indirectement aux ouvriers. Et le ministre du Travail lui-même, M. Viviani, confirma cette manière de voir en déclarant que les économats étaient des magasins de vente créés et administrés par les employeurs à l'usage de leurs ouvriers et employés.

Ainsi donc, c'est une définition très large qui est donnée de l'économat et par suite une prohibition très étendue puisqu'il peut y avoir économat même sans vente à crédit et sans retenue sur les salaires.

Par ailleurs, l'article premier interdit au patron de vendre, par la voie d'un économat, non seulement à ses ouvriers et employés mais encore à leur famille. Se pose ainsi la question de savoir ce qu'on doit entendre par famille, si ce mot doit englober tous les parents du salarié et jusqu'à quel degré ?

A ce sujet nous trouvons dans les travaux préparatoires une formule qui peut servir de guide. Dans son rapport au Sénat, M. Pouille a déclaré que la famille comprenait : « Ceux qui vivent sous le même toit que l'ouvrier, sa femme et ses enfants notamment.

La question des économats nous conduit nécessairement et par une conséquence inéluctable à parler des *cantines*. On entend par là des établissements qui fournissent la nourriture aux ouvriers et d'une façon toute temporaire. Ce sont des installations de passage nécessitées par des travaux de terrassement, de construction de routes ou de chemins de fer, qui s'ouvrent avec ces grands

travaux, se transportent aux divers points où ils se continuent, et disparaissent, l'ouvrage achevé. Dès lors on voit qu'elles ne ressemblent en rien à un économat puisque la caractéristique de cette institution, l'autorité directe ou indirecte de l'employeur ne se rencontre plus dans les cantines. Au surplus les ouvriers ne sont pas obligés d'y consommer et peuvent se procurer la nourriture d'une toute autre façon. Elles facilitent l'approvisionnement, et à ce titre correspondent à une nécessité qui leur a fait trouver grâce devant le législateur.

La loi de 1910 ne les prohibe donc point. A ce sujet, les déclarations présentées à la Chambre par M. Arthur Fontaine, directeur du travail, et commissaire du gouvernement, ne peuvent laisser aucun doute : « Si la cantine dont il s'agit est exploitée ou créée par le patron directement ou même indirectement elle constitue un économat. Il est interdit au patron par l'article premier de créer un économat personnellement ou par personne interposée. Mais il est nécessaire que cette cantine, souvent utile et même indispensable aux ouvriers puisse être tenue par quelqu'un... un tiers fut-il employé de l'entreprise peut établir une cantine. Ce qui est interdit par le texte que vous avez voté, c'est au patron d'établir lui-même une cantine, c'est au patron de l'établir sous un prête-nom et d'en être réellement le maître. Ce qui est interdit également, quand des tiers indépendants ont établi des cantines, c'est au patron d'obliger ses ouvriers à aller dans telle ou telle cantine. Si une cantine s'établit et qu'elle ne soit ni au compte du patron ou à son nom, ni à son bénéfice, s'il ne la gère ni directement ni indirectement, dans ces conditions, l'ouvrier peut y aller pourvu qu'il n'y soit pas obligé. »

Ces déclarations faites au nom du Gouvernement à la

séance du 6 juin 1907 sont fort précises et nous dispensent d'entrer dans de longs détails. Les cantines installées, parce que des ouvriers sont de passage, ne ressemblent pas aux économats où les ouvriers sont obligés de consommer par ordre du patron. Le rapporteur au Sénat M. Poule le 24 février 1910 a confirmé, en tant que de besoin, les déclarations de M. Fontaine et nous sommes ainsi exactement fixé sur la question des cantines ; elles ne se confondent pas avec les économats directs ou indirects.

Présentons une dernière remarque avant d'envisager les exceptions prévues par la législation sur les économats. Le premier paragraphe de la loi défend aux patrons « d'imposer à ses ouvriers ou employés l'obligation de dépenser leurs salaires en totalité ou en partie dans les magasins indiqués par lui ». Comme l'a dit très bien M. Zévaès dans son discours à la Chambre le 4 juin 1907, c'est le complément indispensable de la suppression des économats : « Il ne servirait à rien d'interdire aux patrons d'annexer à leur établissement industriel des économats industriels, c'est-à-dire des magasins où ils vendent des denrées et des marchandises, si les ouvriers pouvaient être contraints directement ou indirectement de se servir dans un magasin, qui leur serait indiqué par le patron, qui nominalemeut appartiendrait à un tiers mais dont les intérêts se confondraient avec ceux du patron. Il s'agit d'empêcher d'une manière complète l'écomomat déguisé aussi bien que l'écomomat avoué. »

Tout ceci exposé, nous pouvons maintenant consacrer quelques instants aux *exceptions* prévues par la loi sur les économats.

La première exception est visée par le paragraphe 2 de l'article premier. L'interdiction des économats ne s'étend

pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri, et recevra en outre un salaire déterminé en argent ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures à prix coûtant.

La nouvelle législation ne s'oppose donc point à ce que les patrons qui logent gratuitement leur personnel et lui fournissent en outre, toujours gratuitement, la soupe matin et soir, continuent à le faire. Il y aurait au contraire vente directe et par cela même économat si la soupe ou toute autre marchandise était fournie moyennant une rétribution de l'ouvrier.

En ce qui concerne le logement, des doutes peuvent s'élever sur le sens de la loi. Il peut sembler que le législateur ayant déclaré que le logement non gratuit serait possible, pourvu qu'il y ait clause à ce sujet dans le contrat de travail, il soit interdit au patron de louer une pièce à l'ouvrier si le contrat de travail ne s'y réfère point. En tout cas, aucun doute qu'il n'y ait contravention à la loi, si l'employeur loge et nourrit ses ouvriers pour un prix fixe de tant. La circulaire du 25 mars 1910 prévoit pourtant la possibilité pour les patrons de mettre gratuitement à la disposition de leur personnel un local pour préparer leurs aliments qu'ils apporteront ou acquerront en toute liberté à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement dans un magasin, une cantine tenue par un tiers indépendant de l'industriel.

Par ailleurs, notre texte permet aux patrons de céder à ses ouvriers, pour l'exécution du contrat de travail, des *fournitures* à prix coûtant et ceci est une exception très nette à l'interdiction de vendre des denrées et marchandi-

ses de quelque nature que ce soit qui forme la disposition fondamentale de la loi contre les économats.

Mais que doit-on entendre par fournitures ?

Le directeur du travail, M. Fontaine, a déclaré à la Chambre le 4 juin 1907 qu'il ne s'agissait que de fournitures nécessaires au travail. Il semble bien que cette déclaration donne la note vraie, puisque la loi parle de fournitures pour l'exécution du contrat de travail. Il s'agira donc de ces objets qu'il est d'usage, dans certaines professions, de fournir aux ouvriers tels que outils, huile, mèches, aiguilles, fil, etc. La cession ne peut d'ailleurs avoir lieu qu'à prix coûtant, sans qu'aucun bénéfice puisse rester à l'employeur, car ce serait un fait d'économat. Comme le dit la circulation du ministre du Travail, 10 septembre 1910, il paraît bien que sous la condition de prix coûtant rien ne s'oppose dans la loi « à ce que le contrat de l'ouvrier l'oblige à se fournir chez l'employeur des objets de cette nature ou plus exactement à en rembourser le prix. »

Pour en terminer sur la question des économats, il ne nous reste plus à dire que quelques mots en ce qui concerne l'exception que la loi apporte pour les économats des réseaux de chemins de fer.

Ceux-ci sont épargnés du veto légal. Il n'en était pas de même dans différents projets antérieurs à notre loi du 25 mars 1910. Ainsi, un amendement déposé le 7 mai 1894 à l'occasion de la discussion du projet de loi relatif aux sociétés coopératives de consommation, et dû à l'initiative de M. Basly, avait condamné les économats des compagnies de chemin de fer, des mines et de toutes sociétés industrielles, même lorsqu'ils prennent le titre de coopérative. De même, M. Georges Berry, le 27 juin 1899, et

M. Coutant, le 20 novembre de la même année avaient proposés l'interdiction de ces économats spéciaux que le législateur de 1910 vient d'épargner, du moins momentanément.

D'ailleurs il suffit de jeter un coup d'œil sur les termes de l'article 3 (art. 77 du code de travail) pour voir que cette survivance est entourée de restrictions. Les économats des réseaux de chemin de fer n'échappent à la prohibition légale que sous une triple réserve : 1° que le personnel ne soit pas obligé de s'y fournir ; 2° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice ; 3° que l'économat soit géré sous le contrôle d'une commission composée, pour un tiers au moins, de délégués élus par les ouvriers ou employés du réseau ; on pourrait ajouter une quatrième condition, puisqu'il faut que les économats ressortissent de réseaux de chemin de fer placés sous le contrôle de l'Etat.

Les mêmes règles et restrictions sont applicables aux économats annexés aux établissements industriels dépendant de sociétés dans lesquelles le capital appartient, en majorité, aux ouvriers et employés, retraités ou non, de l'entreprise et dont les assemblées générales sont statutairement composées, en majorité, des mêmes éléments.

Rappelons en terminant, que les dits économats n'obtiennent grâce que pour une durée de cinq années, au bout de laquelle une consultation sur la suppression ou le maintien de l'économat doit être faite par voie de référendum par les soins du ministre des Travaux Publics. Et ce referendum doit être renouvelé à l'expiration de chaque période de cinq ans.

CHAPITRE VIII

SANCTIONS DES LOIS DU 7 DÉCEMBRE 1909 ET 25 MARS 1910.

(Art. 104 à 107 du Code du Travail.)

C'est une vérité unanimement reconnue maintenant que les prescriptions de la législation industrielle ont pour but d'assurer un bon équilibre de solidarité entre la situation de l'ouvrier faible et désarmé, et celle du patron trop tenté d'abuser de sa force. Elle vise un but d'ordre public. La convention particulière n'y peut déroger. Dès lors, on se demandera pourquoi l'article premier de la loi prend soin de dire que toute stipulation contraire à ces prescriptions est nulle, alors que l'article 2 garde un silence qui serait gênant si le caractère d'ordre public des lois ouvrières, n'était pas affirmé à maintes reprises par la Cour de cassation (1).

La raison de cette singularité est intéressante, parce qu'elle permet de bien saisir sur le vif l'évolution des idées en la matière.

(1) D. P. 1908.I.380 ; D. P. 1910.I.1127 ; D. P. 1910.I.297.

Quand le Sénat s'occupa d'une façon un peu sérieuse de discuter la proposition qui devait devenir notre loi (c'était en 1894), l'opinion la plus communément admise était que les dispositions de la législation industrielle étaient comme des Codes de bon conseil. La sanction civile existait théoriquement, mais à la vérité une certaine crainte instinctive rend difficile pour l'ouvrier la mise en jeu de l'appareil de la procédure à l'encontre de son patron.

Le sénateur Béranger eut le courage très net de railler ce projet qui n'a pas l'aspect d'une loi, qui n'a pas de sanctions efficaces et qui prévoit la possibilité de conventions contraires qui, bien entendu, seraient devenues de style. Un règlement d'atelier mal lu, lors de l'entrée chez le patron, la signature de l'ouvrier automatiquement apposée, et la loi se trouve dépourvue de toute efficacité.

M. Trarieux souligne par contre la nécessité, pour respecter la liberté des conventions, de permettre la convention contraire. Ces lois sont interprétatives de volonté : elles ne mentionneraient pas la réserve des conventions contraires que cette réserve s'imposerait de droit. M. Béranger expliquait avec sagesse et un bon sens parfait : que le patron fasse tout au moins reconnaître par l'autorité administrative que, peut-être pour l'importance du travail, il peut y avoir pour lui raison sérieuse de déroger, sans quoi vous donnez des conseils, vous ne légiférez pas.

Il est piquant de constater que le même Sénat, après quinze ans écoulés, se décidait à cesser toute lenteur parce qu'il était en présence d'un texte débarrassé de toute équivoque compromettante, n'a pas fait l'ombre d'une objection à la *sanction* pénale que la loi renferme maintenant,

comme beaucoup d'autres dispositions de la législation industrielle.

Et pourtant n'a-t-on pas couru aux extrêmes ? Pas de sanction. Une peine contre les récalcitrants.

Les lois industrielles sont de vrais lois de bonne volonté sociale. Aux ouvriers et aux patrons de mauvaise volonté, que l'on fasse très grise mine et qu'une juridiction appropriée édicte des sanctions appropriées. Ce n'est pas l'appareil rigide du droit pénal classique qui frappe des peines proportionnées à la gravité extérieure des actes antisociaux, qu'il conviendrait ici de manier.

Déjà la loi sur les fraudes alimentaires de 1905 revêt un caractère qui contraste avec le mécanisme pénal de 1810, adouci en fait, trop adouci même, mais qui, en droit, garde sa rigidité de gendarme. A combien plus forte raison conviendrait-il, pour une législation d'équité, d'utiliser des procédés juridictionnels et sanctionnaires appropriés à sa nature, à la fois conciliatrice et sévèrement régulatrice des intérêts économiques.

Les inspecteurs du travail devraient remplir, sans fâcheux partage avec la police judiciaire, ce rôle de Ministère public de la solidarité sociale, qui serait bien l'un des plus beaux, à remplir, s'il était bien organisé.

Et l'on ne peut que louer M. Béranger d'avoir dès 1894 en une formule heureuse, laissé pressentir ce rôle utilitaire et social de l'inspecteur du travail.

Il est vrai que l'on ne peut en notre matière songer à user d'absolu, si l'on veut aboutir, devant les usages constants des intéressés, l'on ne peut que s'arrêter. L'ordre public de notre loi, c'est l'ordre public économique (sauf parti pris à briser c'est entendu). Il convient de laisser les parties régler leurs intérêts elles-mêmes quand elles

sont de bonne foi, réserve faite bien entendu des propositions essentielles comme celle, nous l'avons dit, du paiement en argent quand les usages ne s'y opposent pas.

Et comment par exemple, quand il s'agit de l'agriculture, supprimer la louée à l'année et introduire dans la ferme, notre corps d'inspecteurs ? C'est une organisation du contrôle plus souple, ce sont des moyens plus variés de vaincre les usages mauvais, qui s'imposent, moyens mis en œuvre par des gens de bonne volonté sociale, à la fois souple et ferme dans sa direction vers le but à atteindre en notre espèce : que l'ouvrier reçoive le plus tôt possible, de la façon la mieux définie possible, un salaire dont le paiement le laisse aussi indépendant que possible.

Et même, en ce qui concerne le commerce et l'industrie, quand il s'agit pour l'inspecteur du travail d'exercer son pouvoir, des ménagements s'imposent quant à la façon de procéder et de recueillir les preuves. Aucune disposition de la loi ne permet aux inspecteurs du travail d'exiger des chefs d'entreprise, la présentation des pièces telles que livres, feuilles de paye, listes d'émargement destinées à indiquer les modalités de payement adoptées ; ils ne peuvent demander à l'employeur une déclaration formelle.

Il leur appartient de contrôler, par les modes généraux de preuve permis par la loi. Ils peuvent également baser leurs constatations sur les déclarations concordantes des ouvriers, sur les fiches de payes remises à ceux-ci et volontairement communiquées, enfin sur tous les éléments de fait tendant à établir la contravention. Mais nous sommes obligés de reconnaître que leurs pouvoirs sont bien illusoires jusqu'ici les faits ne nous ont pas indiqué que ces deux lois ont été rigoureusement appli-

quées, les contraventions dressées ont été bien rares s'il y en a eu à moins que le seul fait de légiférer ait eu pour résultat de faire immédiatement disparaître les abus, nous croyons plutôt que si le principe est excellent, l'application en est difficile. Peut-être ne s'impose-t-elle pas d'une façon absolue. Nos deux lois sont encore relativement récentes pour que nous puissions avoir une opinion définitive sur l'efficacité de leur application, mais nous croyons que les inspecteurs du travail sont insuffisamment armés pour accomplir leur mission. Il est vrai que là comme dans bien d'autres cas, le législateur s'est trouvé aux prises avec la difficulté de ne pas prescrire des mesures vexatoires et inquisitoriales, difficultés qui ont mis en échec des projets de lois dont l'importance est beaucoup plus grande que celles qui nous occupent.

Les syndicats peuvent être, comme les y invite une circulaire du ministère du travail publiée en 1907, à propos du repos hebdomadaire, mais applicable à toute législation ouvrière, d'utiles vigies, dont les indications d'ailleurs seront contrôlées par les enquêtes des inspecteurs.

Il demeure bien entendu que si des usages constants ont amené à faire fléchir la règle du salaire payé pour le tout en argent, qui est dans l'esprit des intéressés, il ne faut pas confondre ces usages constants dans toutes les professions et dans toutes les régions, avec un accord particulier des intéressés même dans toute une localité, mais dans une région. Il y a là, comme en toute matière intéressant l'ordre public, une question d'équilibre à garder entre l'application stricte de la loi qui s'impose et la mesure dans laquelle un ordre public spécial (ici l'immuable habitude professionnelle, à la supposer d'ailleurs justifiable en équité) impose beaucoup de souplesse pour

ne pas édicter, au moins avant le temps, des prescriptions qui se heurtent à des traditions très anciennes et qui forment le fond même de la vie économique de ceux qui exercent la profession.

Et ce qui, mieux que tout le reste, montre combien l'idée d'un droit spécial — à la fois éloigné des rigueurs du droit pénal, soutien de l'ordre essentiel de la cité, et de la liberté d'interprétation du droit civil, dont le principe est le respect des libres volontés — d'un droit spécial et régulateur des activités économiques s'impose en matière de législation industrielle, c'est le peu d'ordre que l'on pourrait établir en s'attachant aux principes du droit pénal.

Tantôt les infractions sont des délits, tantôt ici ce sont des contraventions. Si ce sont des délits il y a récidive possible mais non pas cumul ; si ce sont des contraventions il y a cumul possible, mais non récidive. L'amende s'amalgamé souvent de dommages-intérêts calculés sur le quantum des sommes qu'on eut dû verser.

Pas de complicité possible en cas de contravention, c'est le contraire si la peine est correctionnelle. Le renvoi à l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892, conduit à faire prononcer autant d'amendes qu'il y a d'ouvriers qui ont été victimes du défaut d'application de la loi. Et la pénalité va varier en fonction du nombre des ouvriers, car il est probable que les mesures générales du paiement seront prises à l'égard de tous. Et ce critérium est mécanique et arbitraire.

Que conclure ? C'est qu'une sanction particulière et appropriée devrait être donnée aux dispositions de cette législation elle-même particulière. Elle n'est pas du

domaine répressif : équilibrer des forces ne se fait pas à coup des dispositions pénales.

Elle n'est pas du domaine interprétatif de volonté, elle en règle le jeu.

Elle n'est pas d'ordre public absolu, elle se heurte, qu'elle ne veuille pas ou non, à des habitudes, des traditions de métier, et c'est par une persuasion, d'ailleurs toujours active, qu'il lui sera loisible de moderniser progressivement ces traditions.

Et il nous semble qu'en terminant ce chapitre nous pouvons, en peu de mots, résumer ce travail. Il convient pour arriver à une bonne codification des lois industrielles de les prendre une à une, de sérier leur étude, ce qui ne signifie pas les isoler les unes des autres, mais de mettre chacune à leur place, dans le groupe d'ensemble en leur gardant leur physionomie propre et en les reliant en un tout.

Or de ce tout, des lois essentielles, en petit nombre, seront dégagées. Elles donneront tout l'ensemble. Elles commanderont, non pas avec la force brutale d'un commandement pénal mais avec l'autorité régulatrice qui assurera, au besoin par la force, un équilibre qu'elle s'attache à tout prix d'obtenir avant tout par des fonctions d'inspection et de contrôle qui aideront la juridiction ordinaire et régulatrice des intérêts économiques.

Il pourra sortir de là une organisation professionnelle que tous les partis désirent et que l'on a, à notre avis, tort de subordonner à des idées d'ordre politique ou religieux. Une législation sociale doit être établie par collaboration mutuelle ou plutôt devrait pouvoir l'être.

Notre loi sur le paiement des salaires que le rare honneur d'être proposée d'abord par MM. Basly et Lefèvre-

Portalis approuvée par M. Jules Roche, fortifiée par M. Béranger. Il lui a, malgré tout, fallu quatre lustres pour aboutir. On ne peut pas faire meilleur éloge de l'esprit de méthode. Et c'est pourquoi nous avons essayé de diriger ce travail, dans le sens qu'il faudrait procéder d'une méthode d'observation des faits économiques pour en dégager les lois elles-mêmes économiques.

BIBLIOGRAPHIE

BELLOM. — *Questions pratiques de législation ouvrière* (1910, p. 249).

BODEUX. — *Etudes sur le contrat de travail.*

BONNEFF. — *Les travailleurs du feu* (*Nouvelle Revue*, 1^{er} octobre 1906).

BOVERI. — *Rapport, fait au nom de la commission de travail* (annexe à la séance du 31 mars 1904).

BREUTANO. — *Questions ouvrières.*

BROCARD. — *Bulletin de la Société d'études législatives* (1906, p. 383).

Bulletin de l'Inspection du travail, 1910.

Bulletin de l'Office du travail, 1910.

CABOUAT. — *De la réglementation législative des salaires* (*Revue critique*, p. 228).

COLSON. — *Discussion de la Société d'études législatives* (*Bulletin* 1906, p. 455).

Débats parlementaires.

Sénat, 25 avril 1894, 23 janvier et 10 février 1909, 19 octobre 1909.

Chambre, 7 et 8 décembre 1898 ; 4 et 6 juin 1907 ; 10 mars 1910.

JACQUES (Léon). — *Les ééonomats patronaux.*

JAY. — *Discussion à la Société d'Etudes législatives (Bulletin 1906, p. 459).*

GIDE. — *Traité d'économie politique.*

HENARD. — *Note au Sirey 1905.2.305.*

LAMBERT. — *Protection du salaire.*

LANSARD. — *Les Economats (1908).*

LAVOLLÉE. — *Histoire des classes ouvrières en Europe.*

LECÔMTE. — *Le paiement des salaires en nature.*

LEGUAY. — *La législation contre le « Truck Ssystem » en Belgique.*

LE PLAY. — *Les ouvriers européens.*

LYON-CAEN. — *Rapport au ministre du Commerce et de l'Industrie (1890).*

MORISSEAU. — *Rapport sur les abus qui se commettent dans le paiement des salaires (Enquête belge, vol. III, 1886).*

PAULET (Georges). — *Discussion à la Société d'Etudes législatives (Bulletin, 1906, p. 461).*

PIC. — *Législation industrielle (Contrat de travail).*

PLANIOL. — *Traité de droit civil (Tome II. Louage de services).*

FOULLE. — *Rapport du Sénat 23 novembre 1909 (Journal officiel, annexe 2511, p. 12).*

Rapports annuels des inspecteurs du travail. — 1907, p. 18 et 202 ; 1898, p. 53, 116 et 278 ; 1900, p. 167 et 223 ; 1901, p. 8, 71, 128 et 217.

THALLER. — *Droit commercial (Préface et actes de commerce)*.

TISSIER. — Note au Sirey 1909.1.153.

TRUCHY. — *Bulletin de la Société d'études législatives*. — *Rapport sur le Contrat de travail*, 1906, p. 444.

VILLERMÉ. — *Tableau physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, soie et laine* (tome II).

ZEVAËS. — *Rapport à la Chambre des Députés* 30 mai 1907. (*Journal officiel*, annexe n. 899, p. 268).

VERMAL. — *Annuaire de législation ouvrière*, 1909. — *Bulletin de l'Office du travail*, 1909, novembre et décembre.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
LE PAIEMENT DES SALAIRES DANS LA LÉGISLATION ACTUELLE.	1
CHAPITRE I. — Historique	5
CHAPITRE II. — Délimitation de la loi du 7 décembre 1909 d'avec les lois voisines.....	19
CHAPITRE III. — Mode de paiement.....	29
CHAPITRE IV. — Temps du paiement.....	39
CHAPITRE V. — A qui s'applique la loi.....	53
CHAPITRE VI. — Lieu de paiement. Jour de paiement.	67
CHAPITRE VII. — Les économats	71
CHAPITRE VIII. — Sanctions des lois des 7 décembre 1909 et 25 mars 1910 (art. 104 à 107 du Code du Travail).....	89
BIBLIOGRAPHIE	97



PARIS

IMPRIMERIE BERGER, CHAUSSE & C^{ie}
20, rue Geoffroy-l'Asnier, 20

1912

